Dispositions du Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Dispositions
En vigueur le 1er janvier 2021

Adoptées le 26 novembre 2020

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Table des matières

Chapitre 1 : Définitions 1

Chapitre 2 : Constitution du régime 5

Chapitre 3 : Participation au régime 9

Chapitre 4 : Détermination du salaire et des années de service 13

SECTION I : Salaire admissible 13
SECTION II : Salaire admissible moyen 19
SECTION III : Années de services 21
SECTION IV : Participation lors d'une absence 23

Chapitre 5 : Cotisations 26

SECTION I : Partage de la cotisation d'exercice 26
SECTION II : Cotisation du participant 27
SECTION III : Cotisation patronale 30
SECTION IV : Remise des cotisations et frais 32

Chapitre 6 : Prestations payables à compter de la retraite 36

SECTION I : Rente du participant 36
SECTION II : Le conjoint du participant 42
SECTION III : Prestation après décès d'un participant qui recevait une rente 44
SECTION IV : Options du participant ou du conjoint 46
SECTION V : Réduction du temps de travail et retour au travail 49

Chapitre 7 : Transfert de la valeur des droits 51

SECTION I : Dispositions générales 51
SECTION II : Transfert avant le décès du participant 53
SECTION III : Transfert après le décès du participant 56

Chapitre 8 : Partage et cession de droits entre conjoints 57

Chapitre 9 : Administration du régime 60

SECTION I : Composition et règles de fonctionnement du comité 60
SECTION II : Fonctions, obligations et pouvoirs du comité 65
SECTION III : Paiement des prestations 68
SECTION IV : Information aux participants et bénéficiaires 69
SECTION V : Obligations de l'employeur 71

Chapitre 10 : Dispositions financières relatives au Volet antérieur 74

SECTION I : Champ d'application 74
SECTION II : Établissement des comptes, réserve et provision pour écarts défavorables 74
SECTION III : Évolution du compte patronal 76
SECTION IV : Évolution du compte des participants 77

SECTION V : Répartition de l'excédent d'actif et affectation des comptes 78
SECTION VI : Conditions d'affectation du compte patronal et du compte des participants 80
SECTION VII : Affectation des gains déterminés en application de la loi 83
SECTION VIII : Répartition du gain actuariel net 85

Chapitre 11 : Dispositions financières relatives au Volet courant 86

SECTION I : Champ d'application 86
SECTION II : Compte patronal du volet courant 86
SECTION III : Excédent d'actif en cours d'existence 87
SECTION IV : Fonds de stabilisation 89

Chapitre 12 : Dispositions financières applicables aux deux volets 91

Chapitre 13 : Modification du régime 92

Chapitre 14 : Terminaison du régime 94

Chapitre 15 : Dispositions diverses et transitoires 97

SECTION I : Reconnaissance de services passés 97
SECTION II : Dispositions diverses 100

Annexe 1 : Exclusion ou participation de certains employeurs 105

Annexe 2 : Adoption du règlement du régime 107

Chapitre 1 - Définitions

Aux fins des dispositions du ***Régime***, les mots et expressions présentés en caractère gras et italique ont la signification indiquée dans le présent chapitre ou, à défaut, dans les dispositions auxquelles les définitions du présent chapitre réfèrent.

Absence : Les absences visées aux articles 4.4.2 et 4.4.3;

Administrateur délégué : L'administrateur désigné par le ***Comité*** conformément au premier alinéa de l'article 9.2.4;

Agence du revenu du Canada : L'autorité gouvernementale de niveau fédéral auprès de laquelle le ***Régime*** est enregistré;

Âge normal de la retraite : L'âge qui correspond au premier jour du mois qui suit ou qui coïncide avec celui au cours duquel le ***Participant*** atteint l'âge de 65 ans.

Bénéficiaire : La personne qui a été désignée par un ***Participant*** et qui, à la suite du décès de celui-ci, reçoit une prestation du ***Régime***. Les règles de désignation de bénéficiaire sont prévues à l'article 15.2.1. Aux fins du chapitre 9, le terme ***Bénéficiaire*** réfère, selon le cas, soit au ***Bénéficiaire***, soit au ***Conjoint***;

Bureau de la retraite : Le Bureau de la retraite visé au Règlement Intérieur du ***Régime***;

Caisse de retraite ou Caisse : La caisse de retraite visée au premier alinéa de l'article 9.2.1;

Comité : Le *Comité de retraite du Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec* visé à l'article 2.11;

Compte de cotisations salariales : À l'égard d'un ***Participant***, le compte des cotisations visées à l'article 5.2.5;

Compte des participants : Le compte des participants visé à l'article 10.2.1;

Compte général : Le compte général visé à l'article 10.2.2;

Compte patronal : Le compte patronal visé à l'article 10.2.1;

Compte patronal du volet courant : Le compte visé à l'article 11.2.1;

Conjoint : La personne visée à l'article 6.2.1;

Chapitre 1 - Définitions

Cotisation d'exercice : La cotisation visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 5.3.2;

Cotisations excédentaires : Les cotisations visées à l'article 6.1.16;

Cotisation patronale : Les cotisations versées par l'***Employeur*** conformément aux articles 5.3.1 et 5.3.2, soit :

1° ***Cotisation patronale*** relative au ***Volet antérieur*** visée à l'article 5.3.1;

2° ***Cotisation patronale*** relative au ***Volet courant*** visée à l'article 5.3.2, qui comprend :

a. ***Cotisation patronale d'exercice*** visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 5.3.2;

b. ***Cotisation patronale d'équilibre*** visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 5.3.2;

c. ***Cotisation patronale de stabilisation*** visée au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 5.3.2;

Cotisation salariale : Les cotisations versées par le ***Participant actif*** conformément à l'article 5.2.1, soit :

1° ***Cotisation salariale d'exercice*** visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 5.2.1;

2° ***Cotisation salariale de stabilisation*** visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 5.2.1;

Employé : Toute personne visée à l'article 2.9;

Employeur : Tout employeur visé à l'article 2.7;

Exercice financier : La période de 12 mois visée à l'article 2.13;

Fonds de stabilisation : Le fonds visé à l'article 11.4.1;

Forme normale : La forme de rente visée au premier alinéa de l'article 6.3.2;

Gain actuariel brut : Le gain brut visé à l'article 10.7.1;

Gain actuariel net : Le gain net visé à l'article 10.8.1;

Heures rémunérées : Temps de prestation de travail et temps d'absences payés dans l'année par un Employeur, visées aux articles 3.3, 4.1.2, 4.3.3, 4.3.4, 15.2.6.

Chapitre 1 - Définitions

Hypothèses actuarielles : Les hypothèses actuarielles visées à l'article 15.2.5;

Loi de l'impôt : La *Loi sur les impôts* [L.R.Q., chapitre I-3], la *Loi de l'impôt sur le revenu* [L.R.C. (1985), chapitre 1 (5e supplément)] et leurs règlements adoptés en vertu de celles-ci, tels qu'amendés de temps à autre;

Loi RCR : La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* [L.R.Q., chapitre R-15.1] et les règlements adoptés en vertu de celle-ci, tels qu'amendés de temps à autre;

Lois applicables : Les lois visées à l'article 2.3;

Ministre : Le *ministre de la Famille*;

Nombre d'années de services passés validés : Le nombre d'années visé à l'article 15.1.5;

Nombre d'heures admissibles : Le nombre d'heures visé à l'article 4.3.2;

Participant : Une personne qui, conformément à l'article 33 de la ***Loi RCR***, a adhéré au présent ***Régime*** et dont les droits qu'il a acquis aux termes de celui-ci n'ont pas encore été acquittés;

Participant actif : Un ***Participant*** qui n'a pas fait l'objet de l'un des évènements énumérés à l'article 3.4, l'expression « ***Participation active*** » ayant une signification correspondante;

Participant non actif : Un ***Participant*** qui a cessé d'être un ***Participant actif***;

Période de travail continu : La période visée à l'article 3.5;

Prestation anticipée : La prestation visée à l'article 6.5.1;

Provision pour écarts défavorables : La provision pour écarts défavorables visée à l'article 10.2.2;

Régime : Le « *Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec* » ;

Rente ajournée : La rente visée à l'article 6.1.14;

Rente anticipée : La rente visée à l'article 6.1.8;

Rente différée : La rente visée à l'article 6.1.11;

Chapitre 1 - Définitions

Rente normale : La rente visée à l'article 6.1.7;

Rente normale pour services passés : La rente visée à l'article 15.1.6;

Rente temporaire : La rente visée à l'article 6.4.3;

Réserve : La réserve visée à l'article 10.2.2;

Retraite Québec : L'autorité gouvernementale de niveau provincial auprès de laquelle le ***Régime*** est enregistré, succédant ainsi, depuis le 1er janvier 2016, à la Régie des rentes du Québec;

Salaire admissible : Le salaire visé à l'article 4.1.1;

Salaire admissible annualisé : Le salaire admissible annualisé visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 4.2.1;

Salaire admissible moyen : Le salaire admissible moyen visé à l'article 4.2.1;

Services validés : Les périodes visées à l'article 4.3.1;

Valeur des droits : La valeur visée à l'article 7.1.1;

Volet antérieur : Le volet du ***Régime*** visant les années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019, conformément à l'article 2.2;

Volet courant : Le volet du ***Régime*** visant les années de ***Services validés*** à compter du 1er janvier 2019, conformément à l'article 2.2.

Aux fins des dispositions du ***Régime***, à moins d'indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, le masculin englobe le féminin, et le singulier comprend le pluriel et inversement.

Chapitre 2 - Constitution du régime

2.1. Constitution du régime

Est constitué, en date du 1er avril 2003, le ***Régime***.

Le ***Régime*** s'applique, conformément à l'article 2.7, au personnel des centres de la petite enfance (« CPE »), des garderies privées du Québec dont les places sont subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial ainsi qu'à celui de certaines associations œuvrant dans le domaine des services de garde éducatifs à l'enfance.

2.2. Constitution des volets

À compter du 1er janvier 2019, le régime comporte deux volets : l'un visant les années de ***Services validés*** à compter du 1er janvier 2019 (le « ***Volet courant*** »), l'autre visant les années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019 (le « ***Volet antérieur*** »).

Conformément à la ***Loi RCR***, les deux volets du ***Régime*** sont considérés comme des régimes de retraite distincts aux fins des dispositions de la ***Loi RCR*** relativement au financement, au placement de l'actif, à l'affectation d'éventuels excédents d'actif, à la scission et à la fusion ainsi qu'à l'acquittement des droits des ***Participants*** et ***Bénéficiaires***. Toutefois, le calcul des cotisations excédentaires prévu à l'article 60 de cette loi doit être effectué comme s'il s'agissait d'un seul régime.

2.3. Lois applicables

Le présent ***Régime*** est notamment assujetti :

1° à la *Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance* [L.R.Q., chapitre E-12.011] et les règlements adoptés en vertu de celle-ci, tels qu'ils sont amendés de temps à autre;

2° à la ***Loi RCR***;

3° à la ***Loi de l'impôt***;

4° à la *Loi sur les biens non réclamés* et les règlements adoptés en vertu de celle-ci, tels qu'ils sont amendés de temps à autre [L.R.Q., chapitre B-5.1].

Le ***Régime*** est également assujetti aux règlements pris en application de ces lois, notamment aux dispositions particulières et aux exclusions prévues au *Règlement sur la soustraction de certains régimes de retraite à*

Chapitre 2 - Constitution du régime

l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite [R-15.1, r.8] et au *Règlement concernant le financement des régimes de retraite des secteurs municipal et universitaire* [R-15.1, r.2].

Les ***Employeurs*** tenus de participer au ***Régime*** sont sujets à l'application *de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* [L.R.Q., chapitre S-4.1.1] ainsi qu'aux règlements pris en application de cette loi.

2.4. Enregistrement

Le ***Régime*** est enregistré auprès de ***Retraite Québec***, sous le numéro de dossier 31921, et auprès de l'***Agence du revenu du Canada***, sous le numéro 1099514.

2.5. Type de régime

Le présent ***Régime*** a pour but de procurer des prestations de retraite aux ***Employés*** qui y sont admissibles. Ce régime interentreprises est à prestations déterminées et du type « *régime fin de carrière* ». Il est aussi un « régime interentreprises déterminé » au sens du *Règlement de l'impôt sur le revenu*.

2.6. Financement

Le financement du ***Régime*** est assuré par des cotisations versées par les ***Employés*** et les ***Employeurs*** parties au ***Régime***. Le ***Ministre*** est toutefois habilité, conformément au Décret 1160-2008 du 18 décembre 2008, (2009) 141 G.O. 2, 42, à retenir, à même les subventions qu'il convient d'accorder à certains ***Employeurs*** — soit ceux visés au paragraphe 1° de l'article 2.7 —, une somme suffisante pour compenser la cotisation patronale qu'ils sont tenus de verser au ***Régime*** et à verser pour eux cette cotisation directement à la ***Caisse***.

Chapitre 2 - Constitution du régime

2.7. Employeur

Aux fins du ***Régime***, le terme « ***Employeur*** » comprend :

1° tout titulaire d'un permis de centre de la petite enfance délivré en vertu de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ou d'un permis de garderie ainsi délivré qui reçoit une subvention en vertu de l'article 90 de cette loi, ainsi que la personne morale agréée à titre de bureau coordonnateur de la garde en milieu familial et qui est tenue de participer au présent ***Régime*** en application de l'article 2 de la *Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance*, à l'exception des personnes morales visées au premier alinéa de la section 1 de l'annexe 1;

2° les personnes morales visées à la section 2 de l'annexe 1, à compter toutefois de la date d'adhésion qui y est indiquée, sous réserve du troisième alinéa de l'article 15.2.4.

2.8. Participation obligatoire de l'employeur

La participation au présent ***Régime*** d'un ***Employeur*** visé au paragraphe 1° de l'article 2.7 est obligatoire en application de l'article 2 de la *Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance*.

2.9. Employé

Aux fins du ***Régime***, un ***Employé*** est une personne liée par un contrat de travail à un ***Employeur*** partie au ***Régime***, sous réserve du deuxième alinéa de la section 1 de l'annexe 1.

Par souci de clarté, est aussi un ***Employé*** une personne qui occupe un poste de direction ou de direction adjointe ainsi qu'une personne titulaire d'un permis visé à l'article 2.7 qui se verse un ***Salaire admissible***.

Malgré le premier alinéa, une personne ne peut, avant le 14 décembre 2006, se qualifier à titre d'***Employé*** d'une personne morale agréée à titre de bureau coordonnateur de la garde en milieu familial.

Chapitre 2 - Constitution du régime

2.10. Droits de l'employé et de l'employeur

La création et la continuation du ***Régime*** ne confèrent aucun droit supplémentaire quant à la continuation de l'emploi de l'***Employé*** ou du ***Participant*** et ne limitent pas le droit de l'***Employeur*** de démettre un ***Employé*** et de traiter avec lui sans égard aux effets qui pourraient être subis par l'***Employé*** à titre de ***Participant*** au ***Régime***.

Toute disposition d'une entente ou d'une convention collective intervenue entre un ***Employeur*** partie au présent ***Régime*** et une association accréditée qui représente des ***Participants actifs*** appartenant à une catégorie de travailleurs en faveur de laquelle le ***Régime*** est établi qui est inconciliable avec les dispositions du présent ***Régime*** est sans effet.

2.11. Administrateur du régime

L'administrateur du présent ***Régime*** est le ***Comité***, constitué conformément à l'article 9.1.1.

2.12. Date d'entrée en vigueur du régime

La date d'entrée en vigueur du présent ***Régime*** est le 1er avril 2003.

2.13. Exercice financier du régime

L'***Exercice financier*** du ***Régime*** se termine le 31 décembre de chaque année.

Chapitre 3 - Participation au régime

3.1. Admissibilité et adhésion de l'employé avant 2021

Tout ***Employé*** dont l'âge est inférieur à 65 ans doit adhérer au ***Régime*** à compter du jour où il entre au service d'un ***Employeur*** partie au ***Régime*** et en est un ***Participant actif*** à compter de cette date.

Un ***Employé*** dont l'âge est de 65 ans ou plus ne peut adhérer au ***Régime***, sauf dans le cas prévu au paragraphe 3° de l'article 15.1.1.

Malgré le premier alinéa, un ***Participant*** qui reçoit déjà une rente en application des articles 6.1.7, 6.1.8 ou 6.1.11 ne peut adhérer de nouveau au ***Régime*** à la suite de son retour au travail.

Tout ***Employé*** qui, au 1er avril 2003, est visé par le premier alinéa et est âgé d'au moins 18 ans adhère au ***Régime*** à cette date.

3.2. Admissibilité et adhésion avant 2021 de l'employé âgé de moins de 18 ans

Malgré l'article 3.1, un ***Employé*** âgé de moins de 18 ans n'est tenu d'adhérer au ***Régime*** qu'à compter de la date où il atteint l'âge de 18 ans. Toutefois, un ***Employé*** dont l'âge, au 1er janvier d'une année, est inférieur à 18 ans, peut adhérer au ***Régime*** à compter de cette date, s'il a satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes au cours de l'année civile précédente :

1° avoir reçu de son ***Employeur*** une rémunération au moins égale à 35 % du maximum des gains admissibles établi, pour l'année de référence, conformément à la *Loi sur les régimes de rentes du Québec* [L.R.Q., chapitre R-9];

2° avoir été au service de son ***Employeur*** pendant au moins 700 heures.

Par souci de clarté, advenant qu'un ***Employé*** soit au service de plus d'un ***Employeur***, les conditions susmentionnées s'appliquent séparément pour le service effectué auprès de chacun des ***Employeurs***.

Afin d'adhérer au ***Régime***, l'***Employé*** visé au premier alinéa doit compléter le formulaire prescrit à cet effet par le ***Comité*** et le transmettre à son ***Employeur*** au plus tard le 31 janvier de l'année pour laquelle il peut adhérer au ***Régime***.

Chapitre 3 - Participation au régime

3.3. Admissibilité et adhésion de l'employé à compter de 2021

Nonobstant les articles 3.1 et 3.2, à compter du 1er janvier 2021 tout ***Employé***, qui n'est pas déjà un ***Participant actif,*** dont l'âge est inférieur à 65 ans est admissible à participer au ***Régime*** seulement s'il a accumulé au moins 550 ***Heures rémunérées*** dans la même année civile.

Pour les fins du critère d'admissibilité de 550 ***Heures rémunérées***, les règles suivantes s'appliquent :

1° toutes les ***Heures rémunérées*** dans l'année par un ***Employeur*** participant au ***Régime*** sont prises en compte; et

2° les heures d'absence prévues aux articles 4.4.2 et 4.4.3 sont prises en compte à cette fin.

Tout ***Employé*** qui satisfait le critère d'admissibilité de 550 heures adhère alors automatiquement au ***Régime*** à compter du premier jour du deuxième mois suivant la date de lecture, c'est-à-dire la date à laquelle le système de l'***Administrateur délégué*** enregistre que l'***Employé*** a satisfait au critère d'admissibilité. La date de lecture utilisée sera celle de la collecte de données relative à la période de paie au cours de laquelle l'***Employé*** a cumulé au moins 550 ***Heures rémunérées***.

Tout ***Employé*** qui serait en période d'**Absence** à la date effective du début de sa participation au ***Régime*** pourra choisir de verser ou non ses cotisations selon les dispositions prévues par le ***Régime***. Si l'***Employé*** choisit de ne pas cotiser, la période d'absence suivant son adhésion ne sera pas reconnue à titre de Services validés.

Malgré ce qui précède, un ***Participant*** qui reçoit déjà une rente en application des articles 6.1.7, 6.1.8 ou 6.1.11 ne peut adhérer de nouveau au ***Régime*** à la suite de son retour au travail. De même, un ***Participant non actif*** qui a conservé le droit à une rente différée dans le ***Régime*** et qui est de retour au travail pour un ***Employeur*** participant au ***Régime*** doit à nouveau satisfaire le critère d'admissibilité de 550 ***Heures rémunérées*** avant d'adhérer de nouveau au ***Régime***.

Chapitre 3 - Participation au régime

3.4. Fin de la participation active

Le ***Participant*** cesse d'être un ***Participant actif*** et devient un ***Participant non actif*** à la première des dates suivantes :

1° celle où survient la fin de sa ***Période de travail continu***;

2° celle de son décès;

3° celle où débute à son égard le service d'une ***Rente anticipée***;

4° dans la mesure où il a cessé sa ***Période de travail continu***, à la date à laquelle il transmet au ***Comité*** le certificat médical visé à l'article 6.4.2;

5° celle où il atteint l'***Âge normal de la retraite***;

6° celle où il cesse d'être un ***Employé*** suivant un retrait d'***Employeur*** visé à l'article 14.5, autre qu'un retrait déclenché par les cas visés au premier ou deuxième alinéa de cet article.

Par souci de clarté, le délai de douze mois prévu au deuxième alinéa de l'article 3.5 ne s'applique pas aux cessations de ***Participation active*** visées par les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du premier alinéa.

3.5. Période de travail continu

Aux fins du présent ***Régime***, la ***Période de travail continu*** d'un ***Employé*** correspond à celle durant laquelle il effectue un travail au Québec pour son ***Employeur***, sans égard aux périodes d'interruption temporaire ni aux périodes d'invalidité pendant lesquelles ce ***Participant*** continue d'accumuler des droits.

Sauf indication contraire, la fin de la ***Période de travail continu*** d'un ***Employé*** survient le dernier jour du douzième mois qui suit le mois relatif au rapport mensuel visé à l'article 9.5.1 aux termes duquel la fin d'emploi a été divulguée par son ***Employeur.*** Ce délai de douze mois ne s'applique pas à l'***Employé*** qui transmet au ***Comité*** le certificat médical visé à l'article 6.4.2.

Aussi, la ***Période de travail continu*** de ***l'Employé*** n'est pas interrompue lorsqu'il change d'***Employeur*** à l'intérieur du délai de 12 mois visé au deuxième alinéa.

Chapitre 3 - Participation au régime

La mise à pied d'un ***Employé*** avec droit de rappel ne peut, aux fins du premier alinéa, être considérée comme une période d'interruption temporaire au-delà de 24 mois consécutifs. Par souci de clarté, la période applicable au droit de rappel peut être inférieure à 24 mois consécutifs advenant la terminaison d'emploi définitive d'un tel ***Employé*** avant l'expiration de ce droit ou si le ***Participant*** y renonce. Dans le cas où la ***Période de travail continu*** d'un ***Employé*** s'est terminée par l'expiration d'un tel droit de rappel, le délai visé au deuxième alinéa du présent article doit être diminué de la durée de l'interruption temporaire considérée aux fins du présent alinéa.

Chapitre 4 - Détermination du salaire admissible et des années de services

SECTION I :
SALAIRE ADMISSIBLE

4.1.1. Salaire admissible

Aux fins du présent ***Régime*** et sous réserve de la section IV, le ***Salaire admissible*** d'un ***Participant*** inclut :

1° la rémunération de base, établie en fonction du salaire horaire de base, effectivement payée au ***Participant*** par son ***Employeur***; et

2° a) pour les années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019

La rémunération effectivement payée au ***Participant*** par son ***Employeur*** pour des heures supplémentaires, à l'exception de la partie payée à titre de majoration du salaire horaire de base; et

b) pour les années de ***Services validés*** à compter du 1er janvier 2019

La rémunération effectivement payée au ***Participant*** par son ***Employeur*** pour des heures supplémentaire, à l'exception de la partie payée à titre de majoration du salaire horaire de base et des heures effectuées au-delà de 1 664 heures admissibles.

Par souci de clarté, à compter du 1er janvier 2019, aucune ***Cotisation salariale*** n'est prélevée sur la rémunération ainsi exclue du ***Salaire admissible***, sauf si cette cotisation est afférente à des années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019.

Aux fins du premier alinéa et de la section IV, seule la rémunération versée dans le cadre de la prestation de services de garde visés à la loi et aux règlements énoncés au troisième alinéa de l'article 2.3 est admissible. Par souci de clarté, la présente restriction ne s'applique pas au personnel des associations visées à l'article 2.1.

Aucune autre rémunération que celle visée au premier alinéa ne constitue un ***Salaire admissible***, notamment, tout paiement forfaitaire versé à titre de remboursement de jours de vacances non utilisés, toute rémunération versée de façon occasionnelle, tout boni, prime, commission, paiement spécial pour quelque motif que ce soit, de même que toute allocation pour dépenses ou tout remboursement de dépenses encourues par le ***Participant***.

Chapitre 4 - Détermination du salaire admissible et des années de services

4.1.2. Rajustement de salaire

La rémunération visée à l'article 4.1.1 ne constitue un ***Salaire admissible*** que si son versement est effectué pendant la ***Période de travail continu*** du ***Participant*** ou, si celui-ci a cessé son emploi, au plus tard 30 jours après la date de la cessation d'emploi.

Lorsque la condition prévue au premier alinéa est satisfaite, la rémunération à laquelle un ***Participant*** a droit à titre de rajustement de salaire, pour une période antérieure à la période visée par le versement régulier de son ***Salaire admissible***, est incluse dans le ***Salaire admissible*** de l'année au cours de laquelle cet ajustement est payé, alors que, dans le cas où la date du paiement d'un tel rajustement est effectué à une date postérieure au 31 décembre de l'année au cours de laquelle sa ***Période de travail continu*** a pris fin, cet ajustement est inclus dans le ***Salaire admissible*** de cette année.

La limite prévue au premier alinéa ne s'applique pas lorsque, à la suite d'une décision arbitrale ou d'un jugement rendu par un tribunal, un ***Employeur*** est tenu de verser un ***Salaire admissible*** à un ancien ***Employé*** qu'il avait mis à pied ou congédié. L'article 4.3.3 s'applique, le cas échéant, à la détermination du nombre d'***Heures rémunérées*** relatif à l'année du versement de ce salaire.

4.1.3. Rémunération lors d'une libération syndicale

Est aussi un ***Salaire admissible***, celui versé à un ***Participant***, par l'***Employeur***, pour une période où il est en libération syndicale, jusqu'à concurrence du ***Salaire admissible*** qu'il aurait reçu n'eut été de cette libération, même dans le cas où l'***Employeur*** est remboursé par une association accréditée de travailleurs.

4.1.4. Heures supplémentaires donnant droit à un congé

Lorsqu'un ***Employé*** effectue des heures supplémentaires et acquiert droit à cette fin à un congé rémunéré, cette rémunération est déterminée comme suit :

a) Pour les années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019

À l'exception de la partie payée à titre de majoration du salaire horaire de base, la rémunération est incluse dans le ***Salaire admissible*** à compter de la date où elle est effectivement versée à l'***Employé***. En

outre, dans un tel cas, le nombre d'heures à inclure dans l'élément ***A*** du deuxième alinéa de l'article 4.3.1 — et ce, à compter de la date de ce versement — se limite aux heures effectivement travaillées par l'***Employé*** pour acquérir droit à ce congé.

b) Pour les années de ***Services validés*** à compter du 1er janvier 2019

La rémunération effectivement payée au ***Participant*** par son ***Employeur*** pour des heures supplémentaire effectuées au-delà de 1 664 heures admissibles, est expressément exclue du ***Salaire admissible***.

Par conséquent, à compter du 1er janvier 2019, aucune ***Cotisation salariale*** n'est prélevée sur la rémunération ainsi exclue du ***Salaire admissible***, sauf si cette cotisation est afférente à des années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019.

De plus et par souci de clarté, le paiement forfaitaire des heures supplémentaires comptabilisées en vue d'un congé rémunéré, mais qui, ultimement, sont remboursées ne constitue pas un ***Salaire admissible*** au sens de l'article 4.1.1.

4.1.5. Congé à traitement différé

Dans le cas où un ***Employé*** se prévaut d'un congé à traitement différé en vertu duquel une partie de la rémunération gagnée, pour un travail effectué au cours d'une période ou d'une année, est versée au cours d'une autre période ou d'une autre année au cours de laquelle l'***Employé*** bénéficie d'un congé, cette partie de la rémunération doit être incluse dans le ***Salaire admissible*** de la période ou de l'année au cours de laquelle le travail a été effectué.

4.1.6. Plafond du salaire admissible

Le ***Salaire admissible*** et le ***Salaire admissible annualisé*** d'un ***Participant*** pour un ***Exercice financier*** sont, pour l'ensemble des fonctions qu'il a occupées au cours de cet exercice auprès des ***Employeurs*** parties au présent ***Régime***, limités au plafond déterminé conformément au présent article.

Jusqu'à l'***Exercice financier*** terminé le 31 décembre 2018, le plafond applicable est égal au montant suivant :

1° 57 285 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003;

2° 58 015 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2004;

3° 58 885 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2005;

4° 60 180 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2006;

5° 62 527 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2007;

6° 64 278 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2008;

7° 66 206 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2009;

8° 67 596 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2010;

9° 69 151 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011;

10° 71 710 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012;

11° 73 072 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013;

12° 75 045 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014;

13° 76 625 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015;

14° 78 541 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016;

15° 79 169 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017;

16° 79 961 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018.

À chaque 1er janvier, à compter du 1er janvier 2019, le plafond applicable à un ***Exercice financier*** est égal à ce qui suit :

a) Pour les années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019

Au plafond de l'***Exercice financier*** précédent majoré d'un pourcentage correspondant à l'augmentation de la somme des indices mensuels de rémunération hebdomadaire moyenne, variations non désaisonnalisées, pour l'ensemble des industries au Canada, incluant le temps supplémentaire, tels que les publient Statistique Canada en vertu de la *Loi sur la statistique*, pour la période de 12 mois se terminant le 30 juin de l'année précédente, par rapport à la somme de ces indices pour la période de 12 mois se terminant à la même date un an auparavant. Ce pourcentage est arrondi au dixième le plus près et la limite qui en résulte est arrondie au dollar le plus près. Ce pourcentage ne peut être inférieur à zéro.

Le plafond applicable est égal au montant suivant :

1° 82 120 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019;

2° 83 927 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020.

b) Pour les années de ***Services validés*** à compter du 1er janvier 2019

Au plafond applicable de l'***Exercice financier*** précédent majoré selon les augmentations salariales consenties aux ***Participantes*** syndiquées par le ***Ministre*** et les associations d'employeurs à la table de négociation nationale.

À cet égard, lorsqu'aucune majoration n'est confirmée au 1er janvier d'un ***Exercice financier*** donné, celle-ci est réputée égale à zéro et aucune rétroactivité ne sera permise concernant cet ***Exercice financier***. Ainsi, advenant qu'une majoration soit confirmée ultérieurement relativement à cet ***Exercice financier***, celle-ci sera réputée accordée au 1er janvier de l'***Exercice financier*** suivant la ratification de l'entente.

Par ailleurs, une majoration additionnelle sera appliquée au plafond, le 1er janvier de l'***Exercice financier*** suivant la ratification de l'entente, afin de refléter les augmentations salariales consenties qui n'auront pu être considérées parce qu'aucune rétroactivité n'est permise. Par souci de clarté, cette majoration additionnelle ne pourra être prise en compte pour la détermination du plafond pour les ***Exercices financiers*** subséquents.

Le plafond applicable est égal au montant suivant :

1° 81 510 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019;

2° 81 918 $ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020.

Le ***Salaire admissible*** qu'un ***Participant*** reçoit d'un ***Employeur*** au cours de toute période visée par le rapport que celui-ci transmet mensuellement au ***Comité***, excluant les rajustements de salaire versés conformément à l'article 4.1.2, est limité à la somme qui résulte de la multiplication du plafond visé au deuxième alinéa ou, s'il concerne les ***Exercices financiers*** à compter du 1er janvier 2019, au paragraphe (a) ou (b), selon le cas, pour l'exercice concerné, par la proportion que représente le nombre de semaines visées par ce rapport sur 52 ou 53, selon le cas, ou par toute

autre proportion déterminée en fonction de la fréquence de paies choisies par l'***Employeur***, le cas échéant.

Par souci de clarté, aux fins de vérification du respect du ***Plafond du salaire admissible***, les rajustements de salaire versés conformément à l'article 4.1.2 sont additionnés, sans être annualisés, au ***Salaire admissible annualisé***.

Chapitre 4 - Détermination du salaire admissible et des années de services

SECTION II :
SALAIRE ADMISSIBLE MOYEN

4.2.1. Salaire admissible moyen

Le ***Salaire admissible moyen*** s'obtient, en effectuant dans l'ordre les opérations suivantes pour chaque année comptant un ***Salaire admissible*** et qui est postérieure au 31 décembre 2002 :

1° en établissant le ***Salaire admissible annualisé***, lequel est obtenu, sous réserve du plafond prévu à l'article 4.1.6, en divisant le ***Salaire admissible*** de chaque année par les ***Services validés*** au cours de celle-ci;

2° en associant à chaque année le facteur suivant :

a) s'il s'agit de la plus récente année civile pour laquelle un ***Salaire admissible*** a été versé, 1/365e multiplié par le nombre de jours écoulés dans l'année jusqu'à la première des dates suivantes :

i) la date de fin de la ***Participation active*** du ***Participant***;

ii) la date de la fin de sa ***Période de travail continu***;

b) égal à 1,000, dans les autres cas;

3° en retenant parmi les plus élevés des ***Salaires admissibles annualisés***, autant de ***Salaires admissibles annualisés*** qu'il faut, pour que la somme des facteurs visés au paragraphe 2° associés à chacune des années dont les ***Salaires admissibles annualisés*** sont retenus soit d'au moins 5,000 ou, si la somme de tous les facteurs visés au paragraphe 2° est inférieure à 5,000 en retenant tous les ***Salaires admissibles annualisés***;

4° en réduisant le facteur associé au ***Salaire admissible annualisé*** le moins élevé parmi ceux retenus au paragraphe 3°, de façon à ce que la somme des facteurs n'excède pas, le cas échéant, 5,000;

5° en multipliant chaque ***Salaire admissible annualisé*** ainsi retenu pour chaque année par le facteur associé à cette année;

6° en divisant la somme des ***Salaires admissibles annualisés*** résultant de la multiplication par la somme des facteurs correspondants.

Chapitre 4 - Détermination du salaire admissible et des années de services

Aux fins du premier alinéa, le ***Salaire admissible*** de l'année 2003 ne comprend que celui qui se rapporte à la période comprise entre le 31 mars 2003 et le 1er janvier 2004.

Par souci de clarté, aux fins de déterminer le ***Salaire admissible moyen***, le ***Salaire admissible*** pour les années de ***Services validés*** à compter du 1er janvier 2019 exclut expressément la rémunération effectivement payée au ***Participant*** par son ***Employeur*** pour des heures supplémentaire effectuées au-delà de 1 664 heures admissibles.

Par souci de clarté, les salaires reçus après le 1er janvier 2019 sont limités par le ***plafond du salaire admissible*** prévu aux alinéas 1 et 2 de l'article 4.1.6 pour le calcul du ***salaire admissible moyen*** relatif aux ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019.

Chapitre 4 - Détermination du salaire admissible et des années de services

SECTION III :
ANNÉES DE SERVICES

4.3.1. Services validés

Les ***Services validés*** correspondent à la période au cours de laquelle le ***Participant*** a cotisé au ***Régime*** et qui est comprise entre la date où l'***Employé*** devient un ***Participant actif*** et celle où il devient un ***Participant non actif***.

Malgré le premier alinéa, lorsque, au cours d'un ***Exercice financier*** du ***Régime***, l'***Employé*** compte un ***Nombre d'heures admissibles*** inférieur à celui prévu à l'élément ***B*** ci-dessous, les ***Services validés*** relatifs à cet exercice correspondent au ratio que représente ***A*** sur ***B*** où :

A est le ***Nombre d'heures admissibles*** payées au cours de cet exercice, établi en fonction de son salaire horaire de base, tel que déterminé par son ***Employeur***; et

B correspond à 1 664 heures.

L'ensemble des ***Services validés*** d'un ***Participant*** ne peut excéder 1,000 année pour chaque ***Exercice financier*** subséquent au 31 décembre 2003. Les ***Services validés*** au cours d'une année sont mesurés en année et arrondis au plus proche millième d'année.

4.3.2. Détermination du nombre d'heures admissibles

Le ***Nombre d'heures admissibles*** correspond au nombre d'heures pour lequel l'***Employé*** a reçu de son ***Employeur*** un ***Salaire admissible***.

Toutefois, la semaine normale de travail d'un ***Employé*** à temps plein occupant un poste de direction ou de direction adjointe est réputée être fondée, à l'égard de cette fonction, sur un horaire d'au plus 37,5 heures par semaine. Dans le cas d'un ***Employé*** cadre à temps partiel, la semaine normale de travail est fondée sur le nombre d'heures en fonction desquelles il a été embauché. Par souci de clarté, dans tous les cas, le ***Nombre d'heures admissibles*** de l'***Employé*** cadre est, aux fins de la détermination des ***Services validés***, sujet à la limite prévue à l'élément ***B*** du deuxième alinéa de l'article 4.3.1.

Chapitre 4 – Détermination du salaire admissible et des années de services

4.3.3. Rémunération non liée à un nombre d'heures

Sous réserve du dernier alinéa de l'article 4.3.1, lorsqu'une cotisation est versée à l'égard d'une rémunération qui n'est pas directement reliée à un nombre d'***Heures rémunérées*** et qu'aucune autre ***Heure rémunérée*** admissible n'a déjà été considérée aux fins de l'article 4.3.1 pour la période à laquelle cette rémunération se rapporte, le ***Nombre d'heures admissibles*** est, aux fins de l'élément ***A*** visé à cet article, réputé correspondre au résultat de la division de cette rémunération par le plus récent salaire horaire de base de l'***Employé*** à la date du versement de cette rémunération.

4.3.4. Nombre d'heures lors d'une absence

Dans le cas où une cotisation est versée durant une ***Absence***, et qu'aucune autre ***Heure rémunérée*** n'a déjà été considérée aux fins des articles 4.3.1 à 4.3.3 pour la durée de ***l'Absence***, le ***Nombre d'heures admissibles*** est, aux fins de l'élément ***A*** visé à l'article 4.3.1, réputé correspondre au résultat de la division du ***Salaire admissible*** — réputé cotisé — par le salaire horaire de base de l'***Employé*** à la date où il a été établi.

Lorsqu'une cotisation est versée à l'égard d'une période au cours de laquelle des ***Heures rémunérées*** ont déjà été comptées aux fins de l'élément ***A*** visé à l'article 4.3.1, aucune autre heure ne doit être ajoutée à cet élément relativement à cette cotisation.

Chapitre 4 – Détermination du salaire admissible et des années de services

SECTION IV :
PARTICIPATION LORS D'UNE ABSENCE

4.4.1. Application

La durée de l'***Absence*** d'un ***Participant actif*** est, dans les cas et aux conditions prévus à la présente section et sous réserve du paiement des ***Cotisations salariales*** qui y sont prévues, incluse dans le calcul de ses ***Services validés***.

Dès qu'un ***Employé*** s'absente sans rémunération, l'***Employeur*** doit, sans délai, l'informer par écrit de son droit, le cas échéant, de maintenir le versement de ses cotisations conformément aux articles 4.4.2 et 4.4.3 en vue de se faire reconnaître des ***Services validés*** durant la période prévue à ces articles.

Si, après avoir commencé à verser ses cotisations durant une ***Absence***, un ***Participant*** convient par la suite avec son ***Employeur*** d'en suspendre le versement, il ne peut y avoir reprise du versement des cotisations au cours de la même période d'***Absence***. Seule la période durant laquelle la cotisation a été versée par le ***Participant*** compte aux fins du calcul des ***Services validés***.

4.4.2. Absences visées par une loi

Un ***Participant actif*** peut, aux fins de l'article 4.4.1, choisir de verser une ***Cotisation salariale***, pour la durée et selon les conditions prévues à la loi applicable parmi les suivantes, lors d'une ***Absence*** résultant :

1° d'un congé de maternité, d'un congé d'adoption ou d'un congé pour raisons familiales ou parentales, dont le congé de paternité, prévu à la section V.1 du chapitre IV de la *Loi sur les normes du travail* [L.R.Q., chapitre N-1.1] ainsi que toute autre période d'absence temporaire prévue par cette loi au cours de laquelle la participation au ***Régime*** ne doit pas être affectée, sous réserve du versement de la ***Cotisation salariale***;

2° de l'exercice d'un droit accordé en vertu des articles 38 à 41, 46 et 47 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* [L.R.Q., chapitre S-2.1];

3° d'une lésion professionnelle prévue à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* [L.R.Q., chapitre A-3.001];

4° d'un accident ou d'une maladie, autre que ceux visés au paragraphe 3°, ou celle résultant d'un acte criminel, prévue à la section V.0.1 du chapitre IV de la *Loi sur les normes du travail* ainsi que toute autre période d'absence temporaire prévue par cette loi au cours de laquelle la participation au ***Régime*** ne doit pas être affectée, sous réserve du versement de la ***Cotisation salariale***.

Afin d'exercer le droit prévu au premier alinéa, le ***Participant*** doit aviser l'***Employeur*** au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'***Absence*** a débuté ou au cours duquel l'***Employeur*** a informé le ***Participant*** conformément au deuxième alinéa de l'article 4.4.1. Le non-respect de cette date d'échéance prive le ***Participant*** de son droit par application de l'article 15.2.4. Cet avis doit être accompagné du paiement de la ***Cotisation salariale*** échue se rapportant à la période antérieure à la date de transmission de cet avis. Conformément à l'article 5.2.2, le ***Participant*** doit par la suite payer mensuellement la ***Cotisation salariale*** requise jusqu'à la fin de la durée prévue au premier alinéa.

La cotisation visée au premier alinéa correspond à la ***Cotisation salariale*** prévue à l'article 5.2.2 que le ***Participant*** aurait versée sur le ***Salaire admissible*** prévu à l'article 4.4.4 n'eut été de cette ***Absence***. Doit être soustraite de cette cotisation toute ***Cotisation salariale*** que le ***Participant*** verse, le cas échéant, pour cette période sur un ***Salaire admissible*** visé à l'article 4.1.1.

4.4.3. Absences en raison d'une libération syndicale

Un ***Participant actif*** peut, aux fins de l'article 4.4.1, choisir de verser une ***Cotisation salariale*** pendant la période durant laquelle il s'absente sans traitement et bénéficie d'une libération syndicale.

Afin d'exercer le droit prévu au premier alinéa, le ***Participant*** doit aviser l'***Employeur*** au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel ***l'Absence*** a débuté. Le non-respect de cette date d'échéance prive le ***Participant*** de son droit par application de l'article 15.2.4. Cet avis doit être accompagné du paiement de la ***Cotisation salariale*** échue se rapportant à la période antérieure à la date de transmission de cet avis. Conformément à l'article 5.2.2, le ***Participant*** doit par la suite payer mensuellement la ***Cotisation salariale*** requise, et ce, jusqu'à la fin de la durée prévue au premier alinéa.

Chapitre 4 - Détermination du salaire admissible et des années de services

La ***Cotisation salariale*** visée au premier alinéa est égale au produit du taux de la ***Cotisation d'exercice*** par le ***Salaire admissible*** visé à l'article 4.4.4.

4.4.4. Détermination du salaire admissible durant une absence

Lorsque des cotisations sont versées par le ***Participant*** durant une ***Absence***, le ***Salaire admissible*** du ***Participant*** sur lequel la cotisation est perçue est, malgré l'article 4.1.1, fondé :

1° sur l'horaire régulier de travail du ***Participant*** — à l'exclusion des heures supplémentaires — applicable à la date du début de l'***Absence***;

2° sur le salaire horaire de base, visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 4.1.1, qui lui aurait été versé par son ***Employeur*** durant cette ***Absence***, s'il avait continué à occuper le poste qu'il avait au début de de celle-ci.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, l'horaire de travail d'un ***Participant*** dont l'horaire de travail est irrégulier avant le début de son ***Absence***, est réputé être fondé sur la moyenne hebdomadaire de ses heures travaillées déclarées dans les rapports mensuels que son ***Employeur*** a transmis au ***Comité*** pour la période de quatre mois s'étant terminée le dernier jour du mois précédant celui au cours duquel l'***Absence*** a débuté. La moyenne hebdomadaire des heures travaillées ainsi obtenue ne peut pas excéder 40 heures par semaine ou, pour un poste de direction ou de direction adjointe, 37,5 heures par semaine. Une telle moyenne ne s'établit toutefois que sur la période postérieure au 31 mars 2003.

Chapitre 5 - Cotisations

SECTION I :
PARTAGE DE LA COTISATION D'EXERCICE

5.1.1. Partage de la cotisation d'exercice

Le total des ***Cotisations salariales d'exercice*** payées par les ***Participants actifs*** doit correspondre à 50 % de la ***Cotisation d'exercice*** applicable.

5.1.2. Révision des cotisations salariales d'exercice

Lorsqu'un rapport transmis au ***Comité*** et portant sur une évaluation actuarielle du ***Régime*** révèle que le total des ***Cotisations salariales d'exercice*** ne correspond plus à 50 % de la ***Cotisation d'exercice***, le taux de ***Cotisation salariale d'exercice*** est ajusté de façon à ce que ce pourcentage soit atteint. L'actuaire doit, aux fins de l'établissement de la ***Cotisation d'exercice***, tenir compte notamment des effets du présent alinéa et de l'article 6.1.16 sur le niveau des prestations.

Une telle révision du taux de cotisation prend effet à compter du 1er janvier qui suit la date la plus tardive à laquelle le rapport sur l'évaluation actuarielle qui la justifie doit être transmis à ***Retraite Québec*** en application de l'article 119 de la ***Loi RCR***. Le ***Régime*** doit, le cas échéant, être modifié pour faire état du nouveau taux de cotisation applicable.

Lorsque la ***Cotisation d'exercice*** exprimée en pourcentage de la masse salariale admissible et établie par le rapport sur l'évaluation actuarielle varie au cours de la période de trois ans qui suit la date de l'évaluation, la révision de la ***Cotisation salariale d'exercice*** doit être effectuée de manière à ce que les ***Cotisations salariales d'exercice*** applicables pour une année correspondent à 50 % de la ***Cotisation d'exercice*** établie pour l'année civile précédente.

Le présent article s'applique à toute évaluation actuarielle dont la date est postérieure au 30 décembre 2013.

Chapitre 5 - Cotisations

SECTION II :
COTISATION DU PARTICIPANT

5.2.1. Cotisation salariale

Sous réserve de la section IV du chapitre 4, un ***Participant actif*** doit verser à la ***Caisse de retraite*** une ***Cotisation salariale***, laquelle est retenue par l'***Employeur*** sur son ***Salaire admissible*** et comprend les cotisations suivantes :

1° Cotisation salariale d'exercice

Une ***Cotisation salariale d'exercice*** égale, selon le cas, à l'un ou l'autre des montants suivants :

a) 4,9 % de tout ***Salaire admissible*** versé avant le 1er janvier 2013;

b) 5,9 % de tout ***Salaire admissible*** versé après le 31 décembre 2012 et avant le 1er janvier 2017;

c) 6,6 % de tout ***Salaire admissible*** versé après le 31 décembre 2016.

À compter du 1er janvier 2019, la ***Cotisation salariale d'exercice*** est versée à la ***Caisse de retraite*** relative au ***Volet courant***, sauf si cette cotisation est afférente à des années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019. Dans ce dernier cas, la cotisation est alors versée à la ***Caisse de retraite*** relative au ***Volet antérieur***.

2° Cotisation salariale de stabilisation

À compter du 1er janvier 2019, une ***Cotisation salariale de stabilisation*** qui est égale à 50 % de la ***Cotisation de stabilisation*** décrite à l'article 11.4.2.

Un ***Participant*** qui a atteint l'***Âge normal de la retraite*** ne verse plus la ***Cotisation salariale*** prévue au premier alinéa.

5.2.2. Cotisation versée lors d'une absence

Est aussi une ***Cotisation salariale***, le montant versé, à ce titre, par le ***Participant actif*** à la ***Caisse de retraite*** lors d'une ***Absence***, le cas échéant, ou celui retenu à cette fin par l'***Employeur*** sur le montant qu'il verse à un ***Employé*** durant une telle ***Absence***.

Chapitre 5 - Cotisations

5.2.3. Cotisation salariale maximale

La ***Cotisation salariale*** versée par un ***Participant*** à la ***Caisse de retraite*** au cours d'une année ne doit pas excéder la cotisation maximale permise par la ***Loi de l'impôt***.

5.2.4. Intérêt sur les cotisations salariales

Les ***Cotisations salariales*** portent intérêt à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elles doivent être versées à la ***Caisse de retraite***, au taux de rendement obtenu sur le placement de tout l'actif de chacun des volets du ***Régime*** — à l'exception de tout contrat de rente — déduction faite des frais de placement et d'administration et ce, jusqu'à la date où le ***Participant*** devient un ***Participant non actif***.

Lorsque le rendement visé au premier alinéa à l'égard d'une période n'est pas connu, le ***Comité*** doit alors utiliser le rendement obtenu par les gestionnaires de l'actif du ***Régime*** sur des placements similaires, en tenant compte de la répartition d'actif prévue dans la politique de placement de l'actif du ***Régime***. Si le rendement obtenu par un ou plusieurs gestionnaires n'est pas connu, le ***Comité*** doit alors estimer ce rendement en tenant compte des indices financiers appropriés.

La méthode de calcul du taux de rendement de chacun des volets de la ***Caisse de retraite*** est déterminée par le ***Comité***, après consultation auprès de l'actuaire désigné par le ***Comité***.

En outre, aux fins du calcul des intérêts à créditer sur les ***Cotisations salariales*** versées au cours d'une année, celles-ci sont réputées avoir été versées à la date qui correspond au point milieu entre, d'une part, le 1er janvier de cette année, ou la date où l'***Employé*** devient un ***Participant actif*** si cela se produit au cours de cette année et, d'autre part, le 31 décembre de cette année, ou la date où l'***Employé*** devient un ***Participant non actif*** si cela se produit au cours de cette année.

Malgré ce qui précède, le taux d'intérêt crédité sur les ***Cotisations salariales*** versées par un ***Participant*** en 2003 ne peut être négatif.

Chapitre 5 - Cotisations

5.2.5. Compte de cotisations salariales

Les ***Cotisations salariales d'exercice*** d'un ***Participant***, ainsi que les intérêts accumulés, constituent son ***Compte de cotisations salariales***.

Les ***Cotisations salariales*** versées pour les années de ***Services validées*** avant le 1er janvier 2019 sont des ***Cotisations salariales d'exercice*** aux fins de l'établissement du ***Compte de cotisations salariales***.

5.2.6. Autres cotisations ou transferts interdits

Seule une cotisation visée aux articles 5.2.1 et 5.2.2 peut être versée au ***Régime*** par un ***Participant***.

En outre, aucune somme ne peut être transférée au ***Régime*** par un ***Participant***.

Chapitre 5 - Cotisations

SECTION III :
COTISATION PATRONALE

5.3.1. Cotisation patronale relative au Volet antérieur

Sous réserve de l'article 10.5.1, l'***Employeur*** doit, au cours de chaque ***Exercice financier*** du ***Régime***, verser à la ***Caisse de retraite*** relativement au ***Volet antérieur***, une ***Cotisation patronale*** égale au total des cotisations d'équilibre déterminées dans le plus récent rapport sur une évaluation actuarielle transmis à ***Retraite Québec*** et à l'***Agence du revenu du Canada*** relativement aux déficits actuariels de capitalisation et des cotisations d'équilibre spéciales afférents au ***Volet antérieur*** et exigibles au cours de l'exercice visé.

Par souci de clarté, la ***Cotisation patronale*** comprend également tout ajustement rétroactif de la cotisation d'exercice afférente aux années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019, établie selon le plus récent rapport sur une évaluation actuarielle transmis à ***Retraite Québec*** et à l'***Agence du revenu du Canada***. Cette cotisation correspond à la valeur des engagements nés du ***Régime*** et relatifs aux ***Services validés*** effectués au cours de l'exercice visé, à laquelle on a soustrait les ***Cotisations salariales*** versées au cours de l'exercice visé.

La ***Cotisation patronale*** est versée par l'ensemble des ***Employeurs*** parties au ***Régime***.

5.3.2. Cotisation patronale relative au Volet courant

À moins d'indication contraire, à compter du 1er janvier 2019, au cours de chaque ***Exercice financier***, l'***Employeur*** verse, à la ***Caisse de retraite*** relativement au ***Volet courant***, les ***Cotisations patronales*** suivantes :

1° Cotisation patronale d'exercice

La ***Cotisation patronale d'exercice*** correspond à la ***Cotisation d'exercice*** réduite des ***Cotisations salariales d'exercice***.

La ***Cotisation d'exercice*** est établie selon le plus récent rapport sur une évaluation actuarielle transmis à ***Retraite Québec*** et à l'***Agence du revenu du Canada***. Elle correspond à la valeur des engagements nés du ***Régime*** et relatifs aux ***Services validés*** afférents au ***Volet courant*** et effectués au cours de l'exercice visé.

2° Cotisation patronale d'équilibre

La ***Cotisation patronale d'équilibre***, s'il y a lieu, correspond au total des cotisations d'équilibre déterminées dans le plus récent rapport sur une évaluation actuarielle transmis à ***Retraite Québec*** et à l'***Agence du revenu du Canada*** relativement aux déficits actuariels de capitalisation et des cotisations d'équilibre spéciales afférents au ***Volet courant*** et exigibles au cours de l'exercice visé.

Avant que l'***Employeur*** verse la ***Cotisation patronale d'équilibre,*** celle-ci doit être acquittée ou réduite, selon le cas, par les sommes affectées à cette fin par le ***Fonds de stabilisation*** selon le deuxième alinéa de l'article 11.4.1 ou par la ***Cotisation de stabilisation*** par application du quatrième alinéa de 11.4.2.

3° Cotisation patronale de stabilisation

Une ***Cotisation patronale de stabilisation*** qui correspond à 50 % de la ***Cotisation de stabilisation*** décrite à l'article 11.4.2.

Les ***Cotisations patronales*** sont versées par l'ensemble des ***Employeurs*** parties au ***Régime***.

5.3.3. Participation du Gouvernement du Québec

Le Gouvernement du Québec, par l'entremise du ***Ministre***, peut participer au financement du présent ***Régime***. Le ***Ministre*** peut ainsi accorder, sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement, des subventions aux ***Employeurs*** pour pourvoir au paiement des sommes qu'ils sont tenus de payer annuellement en application de l'article 5.3.1, de l'article 5.3.2 et de la ***Loi RCR***.

Chapitre 5 - Cotisations

SECTION IV :
REMISE DES COTISATIONS ET FRAIS

5.4.1. Remise des cotisations salariales

Chaque mois, l'***Employeur*** doit remettre à la ***Caisse*** les ***Cotisations salariales*** qu'il a prélevées et déclarées dans le rapport mensuel visé à l'article 9.5.1.

Ce paiement doit être effectué par transfert électronique de fonds ou par débit préautorisé. Il est de la responsabilité de l'***Employeur*** de procéder, au moment opportun, à l'opération bancaire requise afin d'assurer que les fonds concernés soient à la disposition de la ***Caisse*** au plus tard le vingtième jour du mois qui suit celui de la perception de ces cotisations ou, lorsque ce jour correspond à un samedi, à un dimanche ou à un jour férié, le premier jour ouvrable qui le précède.

Lorsque le paiement est effectué au moyen d'un transfert électronique de fonds, le numéro de permis délivré par le ***Ministre*** à l'***Employeur***, le cas échéant, doit figurer sur le transfert.

5.4.2. Remise de la cotisation patronale d'exercice et de stabilisation

L'***Employeur*** visé au paragraphe 2° de l'article 2.7 doit remettre à la ***Caisse*** un montant correspondant à la somme de la partie de la ***Cotisation patronale d'exercice*** et de la partie de la ***Cotisation patronale de stabilisation*** afférente à ses ***Employés***, au plus tard le vingtième jour du mois qui suit celui de la perception des ***Cotisations salariales*** qui s'y rapportent ou, lorsque ce jour correspond à un samedi, à un dimanche ou à un jour férié, le premier jour ouvrable qui le précède.

Dans la mesure où, à l'égard des ***Employeurs*** visés au paragraphe 1° de l'article 2.7, le ***Ministre*** accorde et retient une subvention à cette fin, celui-ci fait remise à la ***Caisse*** du paiement d'une somme correspondant à l'estimation, fournie par le ***Comité***, de la partie de la ***Cotisation patronale d'exercice*** et à la partie de la ***Cotisation patronale de stabilisation*** afférente à ces ***Employeurs***, au plus tard le vingtième jour du mois pour lequel cette somme est versée ou, lorsque ce jour correspond à un samedi, à un dimanche ou à un jour férié, le premier jour ouvrable précédant celui-ci. À défaut d'une telle subvention du ***Ministre***, ces ***Employeurs***, doivent, aux mêmes conditions, faire remise à la ***Caisse*** du paiement d'une somme

correspondant à la partie de la ***Cotisation patronale d'exercice*** et à la partie de la ***Cotisation patronale de stabilisation*** afférente à leurs ***Employés***.

Dans la mesure où le ***Ministre*** accorde une subvention pour un ***Exercice financier*** du ***Régime***, le ***Comité*** détermine à la fin de cet exercice s'il y a un écart entre les cotisations versées et celles qui étaient requises par la ***Loi RCR*** et le ***Régime***. Le ***Comité*** informe le ***Ministre*** de tout ajustement requis, le cas échéant.

5.4.3. Remise de la cotisation d'équilibre

Lorsqu'il accorde et retient une subvention à cette fin, le ***Ministre*** verse chaque mois à la ***Caisse***, pour et au nom des ***Employeurs*** bénéficiaires de cette subvention, un montant correspondant à la somme des cotisations visées à l'article 5.3.1 et au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 5.3.2 pour un mois, au plus tard le vingtième jour de ce mois ou, lorsque ce jour correspond à un samedi, à un dimanche ou à un jour férié, le premier jour ouvrable qui le précède. À défaut d'une telle subvention du ***Ministre***, les ***Employeurs*** visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 2.7 doivent, aux mêmes conditions, faire remise à la ***Caisse*** du paiement de cette cotisation.

Les sommes visées au deuxième alinéa de l'article 5.4.2 et au premier alinéa du présent article que le ***Ministre*** remet à la ***Caisse*** sont déduites des subventions accordées et retenues à cet effet et réduisent d'autant les obligations des ***Employeurs*** concernés aux termes du ***Régime***.

5.4.4. Intérêt sur les cotisations versées en retard

Les cotisations qui ne sont pas versées à la ***Caisse*** conformément aux articles 5.4.1 à 5.4.3 portent intérêt, à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elles devaient être versées, selon le plus élevé des taux suivants :

1° sauf s'il s'agit d'une somme visée au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 5.4.2, 1 % pour chaque mois de retard;

2° le taux de rendement moyen obtenu sur le placement de tout l'actif du ***Régime***, tel que mesuré pour la période de 36 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédant celle où la cotisation devait être versée, sans toutefois être antérieure au 1er avril 2003.

L'***Employeur*** tenu de payer les intérêts visés au premier alinéa ne peut en exiger le remboursement de la part d'un ***Participant***, sauf dans le cas où le retard dans le versement de la ***Cotisation salariale*** du ***Participant*** origine de la faute de celui-ci.

5.4.5. Arrêt de paiement ou insuffisance de fonds

En plus des intérêts prévus à l'article 5.4.4, l'***Employeur*** dont le transfert électronique de fonds ou le débit préautorisé a été, par la suite, refusé par une institution financière pour insuffisance de fonds ou tout autre motif, ou qui a fait l'objet d'un arrêt de paiement, de même que celui qui n'a pas fait figuré sur le transfert, conformément à l'article 5.4.1, le numéro de permis délivré par le ***Ministre***, est tenu de payer à la ***Caisse*** des frais administratifs raisonnables déterminés par le ***Comité***, et ce, dans un délai de 15 jours suivant la date du défaut.

5.4.6. Frais administratifs en cas de défaut ou retard

Si au vingt-et-unième jour d'un mois ou, lorsque ce jour correspond à un samedi, à un dimanche ou à un jour férié, au premier jour ouvrable suivant celui-ci, l'***Employeur*** a fait défaut de payer intégralement à la ***Caisse*** toute somme due au ***Régime*** avant cette date, notamment des intérêts ou frais administratifs impayés, ou de transmettre un ou plusieurs rapports visés à l'article 9.5.1 à l'égard de tout mois antérieur, il est tenu de payer à la ***Caisse*** des frais administratifs raisonnables déterminés par le ***Comité***, et ce, dans un délai de 15 jours suivant la date du défaut.

Lorsqu'un ***Employeur*** est tenu de payer des frais administratifs de la nature de ceux visés au premier alinéa pour un troisième mois consécutif, que la cause du défaut soit similaire ou différente, les frais administratifs autrement applicables pour le mois en cours sont majorés d'un montant raisonnable déterminé par le ***Comité***.

Les intérêts devant être versés, le cas échéant, en application de l'article 5.4.4 sont réduits, jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé par le ***Comité***, des frais administratifs exigibles en application du premier ou du deuxième alinéa.

Par souci de clarté, les frais administratifs incluent les frais encourus par le ***Bureau de la retraite*** à des fins de suivi et de recouvrement.

Chapitre 5 - Cotisations

5.4.7. Paiement partiel

En cas de paiement partiel des sommes dues à la ***Caisse*** par l'***Employeur***, tout paiement reçu est affecté dans l'ordre suivant :

1° à la réduction des ***Cotisations salariales*** perçues des ***Participants*** ;

2° à la réduction de la ***Cotisation patronale*** devant être payée ;

3° à la réduction des frais administratifs et des intérêts imputés.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

SECTION I :
RENTE DU PARTICIPANT

6.1.1. Prise de retraite

Un ***Participant*** prend sa retraite lorsque, à la suite de la fin de sa ***Période de travail continu***, il demande au ***Comité*** le service d'une rente immédiate à laquelle il a droit suivant les dispositions du ***Régime***.

6.1.2. Demande de service d'une rente

Pour obtenir le service d'une rente, le ***Participant***, doit en faire la demande au ***Comité*** en indiquant la date de sa prise de retraite. Cette date ne peut être antérieure à la date à laquelle le ***Participant*** cesse sa ***Période de travail continu***, ni à celle qui précède de 90 jours la date de réception de sa demande par le ***Comité***.

Un ***Participant*** qui n'a pas transmis de décision au ***Comité*** dans un délai de 90 jours suivant la date de réception du relevé transmis en application de l'article 9.4.3 à la suite de la demande visée au premier alinéa est réputé ne jamais avoir fait cette demande et, conformément à l'article 15.2.4, est privé du versement des paiements rétroactifs. Nonobstant ce qui précède, le ***Comité*** peut autoriser le versement des paiements rétroactifs lorsque le retard pour la transmission de la décision visée au présent alinéa n'est pas attribuable au ***Participant***.

6.1.3. Calcul de toute rente

Toute rente est calculée sur une base annuelle et est payée en 12 versements égaux, le 1er jour de chaque mois.

6.1.4. Premier versement d'une rente

Le premier versement d'une rente devient payable à la date de la prise de la retraite ou, si cette date ne coïncide pas avec le premier jour du mois, à compter du premier jour du mois suivant.

Dans le cas où un ***Participant*** qui a cessé sa ***Participation active*** demande le service rétroactif d'une rente conformément à l'article 6.1.2, il n'a droit à aucun intérêt sur les mensualités qui deviennent dues.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

6.1.5. Caractère viager de toute rente

Une rente est payée au ***Participant non actif*** sa vie durant.

6.1.6. Établissement de l'âge et renseignements requis

Avant de recevoir une prestation au titre du ***Régime***, le ***Participant*** ou le ***Bénéficiaire*** doit, sur demande du ***Comité***, fournir une preuve d'âge et tout autre renseignement que celui-ci juge nécessaire pour déterminer le droit à une prestation conformément aux dispositions du ***Régime***. Aux fins de tout calcul effectué dans le cadre du ***Régime***, l'âge d'une personne signifie son âge exact en tenant compte des mois et des jours.

6.1.7. Rente normale

La ***Rente normale*** est la rente dont le service débute à l'***Âge normal de la retraite***.

La ***Rente normale*** est égale au produit de ***A*** par ***B*** où :

A est égal à 1,5 % du ***Salaire admissible moyen*** déterminé en application de l'article 4.2.1 et

B est égal au nombre d'années de ***Services validés*** à la date de sa fin de ***Participation active***.

6.1.8. Rente anticipée

La ***Rente anticipée*** est la rente dont le service débute avant l'***Âge normal de la retraite***.

Les caractéristiques et la forme de la ***Rente anticipée*** sont identiques à celle de la ***Rente normale***.

6.1.9. Rente anticipée sans réduction

Un ***Participant*** visé dont la période de ***Participation active*** a pris fin, a droit à une ***Rente anticipée*** sans réduction si, à la date de cette fin de participation, il a atteint l'âge de 60 ans.

Le montant de cette rente est égal au montant prévu à l'article 6.1.7 et celle-ci est payable à compter de la date prévue à l'article 6.1.4.

Chapitre 6 – Prestations payables à compter de la retraite

6.1.10. Rente anticipée avec réduction

Un ***Participant*** visé dont la période de ***Participation active*** a pris fin, a droit à la ***Rente anticipée*** avec réduction si, à la date de cette fin de participation, il a atteint l'âge de 55 ans.

Le montant de cette rente est égal au montant prévu à l'article 6.1.7 et celle-ci est payable à compter de la date prévue à l'article 6.1.4.

Cette ***Rente anticipée*** est réduite par équivalence actuarielle, compte tenu de l'anticipation du début de son service avant l'âge de 60 ans. Aux fins de cette équivalence actuarielle, la valeur d'une rente est établie suivant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au premier alinéa de l'article 15.2.5.

6.1.11. Rente différée

Le ***Participant*** qui cesse d'être actif avant l'***Âge normal de la retraite*** acquiert le droit à une ***Rente différée*** dont le service débute à l'***Âge normal de la retraite*** et dont les caractéristiques et la forme sont identiques à celle de la ***Rente normale***.

Le montant de la ***Rente différée*** est égal à celui de la ***Rente normale***, compte tenu des années de ***Services validés*** du ***Participant***.

La ***Rente différée*** relative aux années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019 est indexée le 1er janvier de chaque année jusqu'à celui qui suit, ou qui coïncide avec la date où le ***Participant*** atteint l'âge de 55 ans. Cette indexation est telle que le ***Salaire admissible moyen*** sous-jacent à la ***Rente différée*** établie à la date où le ***Participant*** a cessé d'être actif est majoré à chaque année de 50 % de l'évolution de l'indice d'ensemble des prix à la consommation pour le Canada non désaisonnalisé, tel que publié par *Statistique Canada*. Cette indexation ne peut, pour aucune année, être inférieure à 0 % ni supérieure à 2 %. Par souci de clarté, l'indexation de la ***Rente différée*** est accordée au prorata du nombre de mois suivant la fin de la ***Participation active*** pour la 1ere année, alors que l'année où le ***Participant*** atteint 55 ans est accordée de façon complète.

6.1.12. Rente différée sans réduction

La ***Rente différée*** est accordée sans réduction à tout ***Participant*** qui a atteint l'âge de 60 ans et dont la période de ***Participation active*** a pris fin.

Le montant de cette rente est égal au montant prévu à l'article 6.1.11 et il est payable le premier jour du mois qui suit ou qui coïncide avec celui au cours duquel le ***Participant*** atteint l'âge de 60 ans.

6.1.13. Rente différée avec réduction

La ***Rente différée*** est accordée avec réduction à tout ***Participant*** qui a atteint l'âge de 55 ans et dont la période de ***Participation active*** a pris fin.

Cette ***Rente différée*** est réduite par équivalence actuarielle, compte tenu de l'anticipation du début de son service avant l'âge de 60 ans. Aux fins de cette équivalence actuarielle, la valeur d'une rente est établie suivant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au premier alinéa de l'article 15.2.5.

6.1.14. Retraite ajournée

Le service de la rente du ***Participant*** qui demeure au service de l'***Employeur*** après avoir atteint l'***Âge normal de la retraite***, est ajourné jusqu'à ce que se termine sa ***Période de travail continu*** auprès de l'***Employeur***. Toutefois, aucune ***Cotisation salariale*** ni ***aucune Cotisation patronale*** n'est versée et aucun ***Service validé*** n'est reconnu pour tout travail effectué par le ***Participant*** après qu'il ait atteint cet âge.

L'ajournement prend fin dès que se termine la ***Période de travail continu*** du ***Participant*** auprès de l'***Employeur*** pour lequel il travaillait à l'***Âge normal de la retraite***.

Même si le ***Participant*** est toujours à l'emploi de son ***Employeur***, il doit, au plus tard le 1er décembre de l'année au cours de laquelle il atteint son 71e anniversaire de naissance, demander qu'une rente lui soit versée.

6.1.15. Revalorisation de la rente ajournée

Sous réserve de l'article 6.5.3, la rente du ***Participant*** visé à l'article 6.1.14 est revalorisée par équivalence actuarielle, compte tenu du report du début de son service après l'***Âge normal de la retraite***.

Cette équivalence actuarielle doit être effectuée sur la base des ***Hypothèses actuarielles*** prévues au deuxième alinéa de l'article 15.2.5 et qui s'appliquent à la date où le ***Participant*** a atteint l'***Âge normal de la retraite***.

La rente est versée au plus tard le 1er décembre de l'année au cours de laquelle le ***Participant*** atteint l'âge de 71 ans.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

6.1.16. Cotisations excédentaires

Les ***Cotisations excédentaires*** portées au compte du ***Participant*** sont établies à la date où le ***Participant*** a cessé d'être actif et correspondent à l'excédent, s'il en est un :

1° du ***Compte de cotisations salariales*** sur

2° 50 % de la valeur provenant de toute prestation à laquelle il acquiert droit à cette date.

Constitue également des ***Cotisations excédentaires*** la somme des ***Cotisations salariales de stabilisation*** du ***Participant*** augmentées des intérêts et du ***Compte de cotisations salariales,*** réduite des ***Cotisations excédentaires*** calculées selon le premier alinéa du présent article, qui excède 100 % de la valeur provenant de toute prestation à laquelle il acquiert droit à cette date.

La valeur de la rente visée aux deux alinéas précédents est établie suivant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au deuxième alinéa de l'article 15.2.5.

Les ***Cotisations excédentaires*** portent intérêt au même taux que celui prévu à l'article 5.2.4.

6.1.17. Rente additionnelle

Tout ***Participant*** au compte duquel sont portées des ***Cotisations excédentaires*** a droit, à compter de la date à laquelle une rente commence à lui être servie au titre du ***Régime*** de retraite, à la constitution d'une rente additionnelle avec ces cotisations et les intérêts accumulés sur celles-ci.

Le montant de la rente additionnelle doit être établi en fonction de la valeur des ***Cotisations excédentaires*** à la date du début du service de la rente, suivant les ***Hypothèses actuarielles*** visées au deuxième alinéa de l'article 15.2.5 et qui s'appliquent à la date de sa détermination.

Cette rente additionnelle doit en outre comporter les mêmes caractéristiques que la ***Rente normale***.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

6.1.18. Rente maximale

Toute rente est sujette aux limites prévues à la ***Loi de l'impôt***.

L'application de ces limites s'effectue sans tenir compte, le cas échéant, de tout droit cédé au ***Conjoint*** conformément au chapitre 8 de même que de toute ***Prestation anticipée*** payée.

Ces limites ne s'appliquent toutefois pas à la majoration prévue lors d'une Retraite ajournée.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

SECTION II :
LE CONJOINT DU PARTICIPANT

6.2.1. Conjoint

Aux fins du présent ***Régime*** et conformément à la ***Loi RCR***, le ***Conjoint*** du ***Participant*** est la personne qui, au jour considéré en vertu du deuxième alinéa :

1° est liée par un mariage ou une union civile à ce ***Participant***;

2° vit maritalement avec le ***Participant*** non marié ni uni civilement, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an :

1. au moins un enfant est né ou à naître de leur union;
2. ils ont conjointement adopté au moins un enfant durant leur période de vie maritale;
3. l'un d'eux a adopté au moins un enfant de l'autre.

La qualité de ***Conjoint*** s'établit, dans le cas de la prestation après décès d'un ***Participant*** qui recevait une rente, le jour où débute le service de la rente du ***Participant*** ou, dans le cas de la prestation de décès avant la retraite, au jour qui précède son décès.

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa, la personne qui est judiciairement séparée de corps du ***Participant*** le jour où s'établit la qualité de ***Conjoint*** n'a droit à aucune prestation en vertu du ***Régime***, à moins qu'elle soit l'ayant cause du ***Participant*** ou que celui-ci ait transmis l'avis prévu à l'article 6.2.2.

Pour l'application du paragraphe 2° du premier alinéa, la naissance ou l'adoption d'un enfant avant la période de vie maritale en cours au jour où s'établit la qualité de ***Conjoint*** peut permettre de qualifier une personne comme ***Conjoint***.

Par ailleurs, en vertu de la ***Loi de l'impôt***, le statut de ***Conjoint*** ne peut être conféré à une personne unie civilement à un ***Participant*** que si cette personne vit également maritalement avec le ***Participant*** depuis au moins un an.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

6.2.2. Extinction du droit du conjoint

Le droit aux prestations qu'accorde le présent ***Régime*** au ***Conjoint*** du ***Participant*** s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale, sauf lorsque le ***Participant*** a avisé par écrit le ***Comité*** de verser la rente à ce ***Conjoint*** malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

SECTION III :
PRESTATION APRÈS DÉCÈS D'UN PARTICIPANT QUI RECEVAIT UNE RENTE

6.3.1. Caractère viager

Toute rente accordée au ***Conjoint*** est payée sa vie durant à compter du premier jour du mois qui suit le décès du ***Participant***.

6.3.2. Forme normale

Sous réserve de l'article 6.3.3, la ***Forme normale*** de la rente consiste en une rente viagère servie sur une période d'au moins 120 mois.

Si le ***Participant*** décède avant l'expiration de la période de garantie de 120 versements mensuels le ***Bénéficiaire*** ou, à défaut, les ayants cause du ***Participant*** ont droit de recevoir la valeur du solde des versements garantis de la rente que ce ***Participant*** recevait.

La valeur du solde des versements dû au ***Bénéficiaire*** ou, à défaut, aux ayants cause est acquitté par un paiement unique de la valeur actualisée des versements résiduels.

Cette valeur est déterminée en retenant les ***Hypothèses actuarielles*** prévue au premier alinéa de l'article 15.2.5.

6.3.3. Forme obligatoire pour le participant ayant un conjoint

Le ***Conjoint*** du ***Participant*** reçoit, le cas échéant, à compter de la date visée à l'article 6.3.1, les versements mensuels résiduels visés à l'article 6.3.2. À l'expiration de la période de garantie, le ***Conjoint*** reçoit une rente égale à 60 % de toute rente que le ***Participant*** recevait avant son décès, ci-après désignée la « rente réversible ».

Le ***Conjoint*** peut renoncer au droit à la rente réversible prévu au premier alinéa en transmettant au ***Comité*** une déclaration contenant les renseignements prescrits par la ***Loi RCR***. Il peut également révoquer cette renonciation pourvu que le ***Comité*** en soit informé par écrit avant le début du service de la rente du ***Participant***.

Dans le cas où le ***Conjoint*** n'a pas renoncé au droit à la rente réversible prévu au premier alinéa, le montant de la rente qui, n'eut été ce droit, aurait autrement été servie en application de l'article 6.3.2, est réduit par

équivalence actuarielle à la date du début du service de la rente selon les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au premier alinéa de l'article 15.2.5.

En outre, si le ***Conjoint*** décède après le ***Participant***, mais avant la fin de la période garantie de 120 mois visée à l'article 6.3.2, les versements qui restent à payer aux termes de cet article sont attribués, par un paiement unique, au ***Bénéficiaire*** ou, à défaut, aux ayants cause du ***Participant***. La valeur de ce paiement unique est déterminée en retenant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au premier alinéa de l'article 15.2.5.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

SECTION IV :
OPTIONS DU PARTICIPANT OU DU CONJOINT

6.4.1. Formes optionnelles de la rente

Le ***Participant non actif*** qui a acquis le droit à une rente peut choisir, avant qu'elle soit servie, de la remplacer par une des formes de rente suivante :

1° lorsque le ***Participant*** n'a pas de ***Conjoint*** ou que le ***Conjoint*** a renoncé à son droit prévu au deuxième alinéa de l'article 6.3.3, une rente dont la période de garantie visée à l'article 6.3.2 est nulle ou est portée à 60 ou 180 versements mensuels;

2° lorsque le ***Participant*** a un ***Conjoint***, la rente visée au premier alinéa de l'article 6.3.3 dont la période de garantie est nulle; ou

3° toute autre forme de rente permise par les ***Lois applicables*** et approuvée par le ***Comité***.

Dans un tel cas, le montant de la rente est établi par équivalence actuarielle de la rente prévue à l'article 6.3.2 à la date du début de son service suivant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au premier alinéa de l'article 15.2.5.

6.4.2. Espérance de vie réduite

Le ***Participant non actif*** qui a acquis le droit à une rente, et dont un certificat médical atteste qu'il est atteint d'une maladie qui entraînera vraisemblablement son décès dans un délai de deux ans, peut, avant que le service de la rente ait commencé, choisir de la remplacer par un versement ou une série de versements.

Dans un tel cas, le montant des versements est établi par équivalence actuarielle, à la date du premier versement, selon les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au deuxième alinéa de l'article 15.2.5.

6.4.3. Rente temporaire à compter de 55 ans

Le ***Participant non actif*** ou ***Conjoint*** qui a acquis droit à une rente peut remplacer tout ou partie de celle-ci avant qu'elle soit servie par une ***Rente temporaire*** dont il fixe le montant et qui satisfait aux conditions suivantes :

1° le montant annuel de la rente n'excède pas 40 % du maximum des gains admissibles établi en application de la *Loi sur le régime de rentes* du Québec pour l'année au cours de laquelle commence son service,

ce plafond étant réduit, le cas échéant, du montant annuel de toute autre prestation temporaire à laquelle il a droit au titre du ***Régime***;

2° le service de la rente ne peut débuter avant que le ***Participant*** ou son ***Conjoint***, selon le cas, n'atteigne un âge inférieur de 10 ans ou moins à l'***Âge normal de la retraite*** et doit prendre fin au plus tard le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de 65 ans.

La valeur de cette rente doit être égale à la valeur actualisée, au moment du remplacement, de la rente ou partie de rente qu'elle remplace. Ces valeurs doivent être établies suivant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au premier alinéa de l'article 15.2.5.

Pour obtenir une ***Rente temporaire***, le ***Participant*** ou son ***Conjoint***, selon le cas, doit transmettre au ***Comité*** la déclaration prévue à l'annexe 0.1 du *Règlement sur les régimes complémentaires de retraite*.

6.4.4. Revenu temporaire

Le ***Participant non actif*** ou son ***Conjoint***, selon le cas, qui est âgé d'au moins 55 ans mais de moins de 65 ans, a le droit, sur demande, d'obtenir le remplacement d'une partie de la rente à laquelle il a droit, avant qu'elle soit servie, par un versement unique égal à la différence entre :

1° 40 % du maximum des gains admissibles établi en application de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* pour l'année au cours de laquelle la demande de remplacement est présentée;

2° le total des revenus temporaires reçus ou à recevoir au cours de l'année en vertu d'un régime complémentaire de retraite régi ou établi par une loi, de même qu'en vertu d'un contrat constitutif d'une rente dont le capital provient directement ou non d'un tel régime ou d'un contrat établissant un fonds de revenu viager.

Une telle demande ne peut être présentée plus d'une fois par année.

Pour obtenir le revenu temporaire, le ***Participant*** ou le ***Conjoint*** d'un ***Participant***, selon le cas, doit transmettre au ***Comité*** la déclaration prévue à l'annexe 0.3 du *Règlement sur les régimes complémentaires de retraite*.

Chapitre 6 – Prestations payables à compter de la retraite

Les articles 15.1 à 15.3 du *Règlement sur les régimes complémentaires de retraite* s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, en ce qui concerne l'affectation des droits et la détermination des droits résiduels du ***Participant*** ou du ***Conjoint*** à qui un paiement visé à l'article 6.4.4 a été versé.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

SECTION V :
RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET RETOUR AU TRAVAIL

6.5.1. Prestation anticipée

Conformément à la ***Loi RCR***, le ***Participant actif*** dont le temps de travail est réduit en application d'une entente conclue avec l'***Employeur*** et dont l'âge est inférieur de 10 ans ou moins à l'***Âge normal de la retraite*** ou qui a atteint ou dépassé cet âge a le droit, sur demande, à chaque année couverte par l'entente, au paiement en un seul versement d'une ***Prestation anticipée*** égale au moindre des montants suivants :

1° 70% de la réduction de sa rémunération entraînée par la réduction de son temps de travail durant l'année;

2° 40% du maximum des gains admissibles pour l'année concernée établi en application de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (chapitre R-9);

3° la valeur de ses droits au titre du ***Régime*** établie en supposant qu'il cesse d'être un ***Participant actif*** à la date où il demande le paiement de la prestation.

L'**Employeur** doit, dans les 60 jours de la date où il devient partie à une entente visée au premier alinéa, informer le ***Comité*** du nom de tout ***Participant*** visé par cet alinéa.

6.5.2. Prestations de retraite progressive

Le présent ***Régime*** n'offre pas les prestations de retraite progressive visées à la sous-section 0.1 de la section III du chapitre VI de la ***Loi RCR***.

6.5.3. Réduction de rémunération à compter de 65 ans

Un ***Participant*** qui demeure au service de l'***Employeur*** après avoir atteint l'***Âge normal de la retraite*** a droit de demander le service de tout ou partie de sa rente dans la mesure nécessaire pour compenser toute réduction permanente de sa rémunération au cours de cette période.

Le ***Participant*** peut toutefois, après entente avec le ***Comité***, recevoir tout ou partie de sa rente sans égard à la limite prévue au premier alinéa.

Ce droit ne peut être exercé plus d'une fois par période de 12 mois, à moins d'une entente en ce sens avec le ***Comité***.

Chapitre 6 - Prestations payables à compter de la retraite

6.5.4. Retour au travail d'un participant non actif

Lorsqu'un ***Participant non actif***, autre qu'un ***Participant*** dont la rente est en service, devient à nouveau un ***Employé*** et un ***Participant actif***, les droits qu'il accumule en raison de sa nouvelle ***Participation active*** au ***Régime*** sont comptabilisés distinctement de ceux résultant de sa ***Participation active*** antérieure. Le ***Salaire admissible*** d'un tel ***Participant*** et sa période de ***Services validés*** relatifs à sa période de ***Participation active*** antérieure ne sont pas considérés aux fins de l'établissement des droits relatifs à sa nouvelle période de ***Participation active***.

Par souci de clarté, toute ***Valeur des droits*** reconnue au titre du ***Régime*** relativement à toute autre participation antérieure sera toutefois additionnée aux fins de l'établissement de la ***Valeur des droits*** pour l'application de l'article 7.2.3.

Chapitre 7 - Transfert de la valeur des droits

SECTION I :
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1.1. Valeurs des droits

Aux fins du présent ***Régime***, la ***Valeur des droits*** du ***Participant*** comprend :

1° la valeur de toute prestation acquise à la date de la fin de sa période de ***Participation active***;

2° les ***Cotisations excédentaires*** portent intérêt au même taux que celui prévu à l'article 5.2.4.

La ***Valeur des droits*** est établie à la date prévue par la ***Loi RCR*** selon l'événement concerné. Elle est déterminée suivant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au deuxième alinéa de l'article 15.2.5.

7.1.2. Intérêt

La ***Valeur des droits*** transférés ou payés en vertu du présent chapitre porte intérêt jusqu'à la date du paiement ou du transfert comme suit :

1° sur la valeur des prestations acquises, au taux utilisé pour établir la valeur de ces prestations;

2° sur la partie attribuable aux ***Cotisations excédentaires***, au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif.

7.1.3. Qualité de conjoint

La qualité de ***Conjoint*** s'établit aux fins du présent chapitre, le jour qui précède le décès du ***Participant***.

7.1.4. Conditions d'acquittement des droits

Conformément à la ***Loi RCR***, les droits qu'acquiert un ***Participant***, un ***Conjoint*** ou un ***Bénéficiaire*** au titre du ***Régime*** peuvent être acquittés intégralement, même lorsque le degré de solvabilité du ***Régime*** est inférieur à 100 %, et aucune cotisation supplémentaire n'est requise de son ***Employeur*** à cette occasion.

Malgré ce qui précède, à compter du 1er janvier 2019 et relativement à toutes les années de ***Service validés***, les droits acquis ou qu'acquiert le ***Participant***, le ***Conjoint*** ou le ***Bénéficiaire*** au titre du ***Régime*** sont

acquittés en proportion du degré de solvabilité du ***Régime*** applicable à la date à laquelle est établie la ***Valeur des droits***, jusqu'à concurrence de 100 %, à titre d'acquittement final, sauf si le ***Participant***, le ***Conjoint*** ou le ***Bénéficiaire*** qui n'a pas la possibilité de demander que ses droits soient maintenus dans le ***Régime***, et ce, conformément à la ***Loi RCR***. Dans ce dernier cas, la ***Valeur des droits*** peut être acquittée intégralement, même lorsque le degré de solvabilité du ***Régime*** est inférieur à 100 %, et aucune cotisation supplémentaire n'est requise à cette occasion

Par souci de clarté, les acquittements relativement à l'un et l'autre des volets du ***Régime*** sont sujets, chacun, au degré de solvabilité de leur volet correspondant. De plus, les ***Participants*** ayant cessé d'être actifs avant le 1er janvier 2019 et qui ont choisi de maintenir leurs droits dans le ***Régime*** sont également visés par le second alinéa.

7.1.5. Remboursement des cotisations

Lorsque le ***Régime*** n'est plus en mesure de demeurer un régime de pension agréé aux fins des lois fiscales parce que la ***Valeur des droits*** d'un ***Participant*** ou d'un ***Bénéficiaire*** excède la somme qui peut être transférée directement dans un autre régime de retraite, le ***Comité*** doit rembourser à celui-ci la partie excédentaire de ses droits.

Le ***Comité*** rembourse aussi au ***Participant*** la partie excédentaire de ses ***Cotisations salariales*** dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° si ce remboursement est requis pour éviter que le ***Régime*** ne soit plus agréé aux fins des lois fiscales;

2° si celles-ci ont été perçues sur une rémunération supérieure au ***Salaire admissible*** de l'année concernée.

Le ***Comité*** rembourse au ***Participant*** la partie excédentaire de ses ***Cotisations salariales***, si celles-ci ont été perçues sur une rémunération supérieure au ***Salaire admissible*** de l'année concernée ou lorsque le ***Salaire admissible annualisé*** de l'année est limité en application de l'article 4.1.6. Afin d'éviter un tel remboursement, un ***Participant*** qui démontre qu'il est probable qu'il soit visé par le plafond fixé par l'article 4.1.6 peut demander par écrit au ***Comité*** d'autoriser un ou plusieurs de ses ***Employeurs*** à percevoir une cotisation sur un salaire moindre afin de respecter le plafond fixé par cet article.

Chapitre 7 – Transfert de la valeur des droits

SECTION II :
TRANSFERT AVANT LE DÉCÈS DU PARTICIPANT

7.2.1. Instruments financiers permis

Un ***Participant*** dont l'âge est inférieur d'au moins 10 ans à l'***Âge normal de la retraite*** et dont la période de ***Participation active*** a pris fin peut demander au ***Comité*** de transférer la ***Valeur des droits*** dans :

1° un compte de retraite immobilisé (CRI);

2° un fonds de revenu viager (FRV);

3° un contrat de rente;

4° un autre régime de retraite auquel il participe si ce régime le permet;

5° le compte immobilisé d'un régime volontaire d'épargne-retraite (RVER);

À compter du 1er janvier 2019, ce transfert est alors sujet aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 7.1.4.

7.2.2. Ouverture du droit au transfert

Le ***Participant*** visé à l'article 7.2.1 peut demander au ***Comité*** le transfert de la ***Valeur des droits*** dans l'un des délais suivants :

1° dans les 90 jours de la réception du relevé qui doit lui être fourni en vertu de l'article 9.4.3;

2° par la suite dans les 90 jours qui suivent, à tous les 5 ans, la date à laquelle sa période de ***Participation active*** a pris fin, mais au plus tard, à la date prévue au paragraphe 3°;

3° dans les 90 jours qui suivent le jour où il atteint un âge inférieur de 10 ans à l'***Âge normal de la retraite***.

Le ***Comité*** doit effectuer ce transfert dans un délai de 60 jours suivant la réception de la demande de transfert.

Malgré ce qui précède, à compter du 1er janvier 2019, le ***Participant*** visé à l'article 7.2.1 peut demander au ***Comité*** le transfert de la ***Valeur des droits*** en tout temps en autant que ce soit avant le 90e jour qui suit le jour où il atteint un âge inférieur de 10 ans à l'***Âge normal de la retraite***, sous réserve, lorsque cette demande est faite à l'extérieur des délais prévus au premier alinéa, que des frais administratifs raisonnables déterminés par le

Comité peuvent être exigés au ***Participant*** et, le cas échéant, seraient prélevés sur la somme transférée.

À compter du 1er janvier 2019, ce transfert est alors sujet aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 7.1.4.

7.2.3. Valeur inférieure à 20 % du maximum des gains admissibles

Sous réserve de l'article 7.2.4, le ***Participant*** dont la ***Valeur des droits***, à la date à laquelle sa ***Participation active*** a pris fin, relativement à l'ensemble de ses périodes de ***Participation active***, le cas échéant, est inférieure à 20 % du maximum des gains admissibles, établi conformément à la *Loi sur le régime de rentes du Québec* pour l'année en cause, peut demander au ***Comité*** :

1° le remboursement immédiat de la valeur de ses droits en un seul versement, soustraction faite des retenues fiscales applicables;

2° le transfert de cette valeur dans l'un des régimes d'épargne énumérés ci-dessous, dans la mesure permise par la ***Loi de l'impôt*** :

1. un régime enregistré d'épargne-retraite (REER);
2. le compte non immobilisé d'un régime volontaire d'épargne-retraite (RVER);
3. un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR);
4. un autre régime de retraite auquel il participe si ce régime le permet.

Le ***Participant*** peut, avant qu'une rente ne lui soit servie en vertu du ***Régime***, exercer le droit prévu au premier alinéa :

1° dans les 90 jours de la réception du relevé qui doit lui être fourni en vertu de l'article 9.4.3;

2° par la suite dans les 90 jours qui suivent, à tous les 5 ans, la date à laquelle sa période de ***Participation active*** a pris fin.

Malgré ce qui précède, à compter du 1er janvier 2019, le ***Participant*** peut exercer les droits que lui confère le présent article en tout temps en autant que ce soit avant qu'une rente lui soit servie, sous réserve, lorsque cette demande est faite à l'extérieur des délais prévus au deuxième alinéa, que des frais administratifs raisonnables déterminés par le ***Comité*** peuvent être exigés au ***Participant*** et, le cas échéant, seraient prélevés sur la somme acquittée ou transférée.

À compter du 1er janvier 2019, ce remboursement immédiat ou ce transfert sont alors sujets aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 7.1.4.

7.2.4. Acquittement imposé par le comité de retraite

Malgré l'article 7.2.3, le ***Comité*** peut aussi, de son propre chef, procéder à l'acquittement des droits du ***Participant*** visé à l'article 7.2.3 en lui transmettant un chèque d'un montant égal à la ***Valeur des droits*** du ***Participant***, soustraction faite des retenues fiscales applicables.

Il doit cependant préalablement demander au ***Participant*** de lui faire connaître ses instructions quant au mode de remboursement. À défaut d'instruction dans les 30 jours suivant la demande, le ***Comité*** peut procéder à l'acquittement des droits du ***Participant***. L'avis envoyé au ***Participant*** doit faire état de cette éventualité.

Afin de se prévaloir du droit prévu au premier alinéa, le ***Comité*** adopte une résolution par écrit à cet effet. À défaut d'une telle résolution, il est réputé avoir laissé au ***Participant*** l'option de conserver ses droits dans le ***Régime***.

À compter du 1er janvier 2019, cet acquittement par le ***Comité*** est alors sujet aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 7.1.4.

7.2.5. Participant résidant à l'extérieur du Canada

Un ***Participant*** dont la période de ***Participation active*** a pris fin a droit, sur demande, au remboursement de la ***Valeur des droits***, s'il fait la preuve qu'il ne réside plus au Canada depuis au moins deux ans. À compter du 1er janvier 2019, ce remboursement est alors sujet aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 7.1.4.

Chapitre 7 - Transfert de la valeur des droits

SECTION III :
TRANSFERT APRÈS LE DÉCÈS DU PARTICIPANT

7.3.1. Décès avant le service d'une rente

Si le ***Participant*** décède avant que le service de sa rente n'ait débuté, son ***Conjoint*** ou, à défaut de ***Conjoint*** ou si celui-ci a renoncé à la prestation de décès, ses ayants cause ont droit de recevoir en un seul versement une prestation égale à la ***Valeur des droits*** du ***Participant***. À compter du 1er janvier 2019, cet acquittement en un seul versement est alors sujet aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 7.1.4.

7.3.2. Remplacement de la prestation de décès avant la retraite

Si le décès du ***Participant*** survient alors que le service de sa rente est ajourné, son ***Conjoint*** a droit à une rente dont la valeur est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° la valeur de la rente que ce ***Conjoint*** aurait pu recevoir si le service de la ***Rente ajournée*** avait débuté le jour qui a précédé le décès du ***Participant***;

2° la ***Valeur des droits*** qu'il aurait pu recevoir en cas de décès en application de l'article 7.3.1.

À défaut de ***Conjoint***, ou si celui-ci a renoncé à ses droits, les ayants cause ont droit à une prestation payable en un seul versement égale la ***Valeur des droits*** qui aurait été payable en vertu de l'article 7.3.1. À compter du 1er janvier 2019, cet acquittement en un seul versement est alors sujet aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 7.1.4.

7.3.3. Renonciation du conjoint

Le ***Conjoint*** peut renoncer, en tout temps, aux prestations de décès visées aux articles 7.3.1 ou 7.3.2, en donnant un avis écrit au ***Comité*** contenant les renseignements prescrits par l'article 67.7 du *Règlement sur les régimes complémentaires de retraite*. Le ***Conjoint*** peut, en transmettant un avis écrit au ***Comité***, révoquer cette renonciation jusqu'au jour précédant le décès du ***Participant***.

Chapitre 8 - Partage et cession de droits entre conjoints

8.1. Demande de partage

En cas de séparation de corps, de divorce, de nullité du mariage ou en cas de dissolution autrement que par décès ou de nullité de l'union civile, les droits accumulés dans le ***Régime*** par le ***Participant*** sont, sur demande écrite au ***Comité***, partagés avec son ***Conjoint*** dans la mesure prévue au *Code civil du Québec* ou par le jugement du tribunal ou une déclaration commune notariée de dissolution d'une union civile.

De même, lorsque le tribunal ou la déclaration notariée attribue au ***Conjoint*** d'un ***Participant***, en paiement d'une prestation compensatoire, des droits que ce dernier a accumulés au titre du ***Régime*** de retraite, ces droits sont, sur demande faite par écrit au ***Comité***, cédés au ***Conjoint*** dans la mesure prévue par le jugement du tribunal ou par la déclaration notariée.

Ces droits sont établis conformément à la ***Loi RCR***.

8.2. Droit d'obtenir un relevé

Dès l'introduction d'une demande en séparation de corps, en divorce, en annulation de mariage, en dissolution ou en annulation d'union civile ou en paiement d'une prestation compensatoire, le ***Participant*** et son ***Conjoint*** ont droit, sur demande écrite au ***Comité*** et aux conditions prévues à la ***Loi RCR***, d'obtenir un relevé :

1° faisant état des droits accumulés par le ***Participant*** au titre du ***Régime*** et de leur valeur en date de l'introduction de l'instance;

2° contenant tout autre renseignement prescrit par la ***Loi RCR***.

Il en est de même lors d'une médiation effectuée préalablement à des procédures en matière familiale ou au cours d'une démarche commune de dissolution d'une union civile devant un notaire.

Le ***Conjoint*** peut dès lors consulter le texte du ***Régime*** ainsi que les documents visés à l'article 9.4.4, aux conditions qui y sont prévues.

8.3. Conjoints de fait

Lorsqu'il y a cessation de la vie maritale entre un ***Participant*** et un ***Conjoint*** qui se trouve dans les conditions fixées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 6.2.1 et le ***Participant***, ceux-ci peuvent, dans l'année qui suit, convenir par écrit de partager entre eux les droits accumulés dans le ***Régime*** par le ***Participant***.

À cette fin, ils ont droit, sur demande écrite au ***Comité*** et aux conditions prévues à la ***Loi RCR***, d'obtenir un relevé :

1° faisant état des droits accumulés par le ***Participant*** au titre du ***Régime*** et de leur valeur à la date de la cessation de leur vie maritale;

2° contenant tout autre renseignement prescrit par la ***Loi RCR***.

Le partage est fait en conformité de l'entente, mais ne peut toutefois avoir pour effet d'attribuer au ***Conjoint*** plus de 50 % de la ***Valeur des droits*** du ***Participant***.

8.4. Mode d'acquittement

Les sommes attribuées au ***Conjoint*** sont acquittées :

1° de la manière prévue à l'article 7.2.1;

2° si elles sont inférieures à 20 % du maximum des gains admissibles, établi conformément à la *Loi sur le régime de rentes du Québec* pour l'année en cause, de la manière prévue au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 7.2.3.

8.5. Réduction des droits du participant

L'acquittement au ***Conjoint*** de sommes qui lui ont été attribuées entraîne la réduction des droits du ***Participant*** calculée conformément aux règles prévues à la ***Loi RCR***.

Dans le cas où, aucune rente n'est servie au ***Participant*** à la date de l'exécution du partage ou de la cession de droits en rente, cette réduction est calculée en supposant que le ***Participant*** prenne sa retraite à l'***Âge normal de la retraite*** et en utilisant les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au deuxième alinéa de l'article 15.2.5 et qui s'appliquaient à la date à laquelle la ***Valeur des droits*** visés par la réduction a été établie.

Lorsqu'un ***Participant*** visé au deuxième alinéa prend sa retraite à un âge différent de celui prévu pour la ***Rente normale*** ou selon une autre forme que celle-ci, la réduction est ajustée par équivalence actuarielle selon les ***Hypothèses actuarielles*** prévues au premier alinéa de l'article 15.2.5, applicables à la date du début du service de la rente.

Chapitre 8 - Partage et cession de droits entre conjoints

8.6. Nouvel établissement de la rente

Le ***Participant*** qui a acquis le droit à une rente dont le montant a été établi de manière à tenir compte du droit de son ***Conjoint*** à une rente lors de son décès a le droit, sur demande au ***Comité***, d'obtenir un nouvel établissement du montant de sa rente, conformément à l'article 89.1 de la ***Loi RCR***, lorsque ce ***Conjoint*** n'a plus droit à une telle rente.

Lorsqu'un ***Participant*** reçoit une rente, et qu'un partage de ses droits dans le ***Régime*** intervient, le ***Comité*** doit procéder au nouvel établissement de cette rente, à moins qu'il ait fait parvenir l'avis prévu à l'article 89 de la ***Loi RCR***.

8.7. Évaluation des droits et de la période de participation

Les droits accumulés par le ***Participant*** qui sont sujets à partage ou à cession, de même que les droits résiduels du ***Participant*** qui en résultent, sont établis suivant les règles prévues à la ***Loi RCR***.

Par ailleurs, aux fins du présent chapitre, le calcul d'une période de participation au ***Régime*** est effectué en comptabilisant chacun des mois de participation, qu'ils soient complets ou partiels, comme s'il s'agissait de mois complets.

Chapitre 9 - Administration du régime

SECTION I :
COMPOSITION ET RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

9.1.1. Composition du comité de retraite

Le ***Régime*** est administré par un ***Comité*** qui agit à titre de fiduciaire. Ce ***Comité*** est, sous réserve de l'article 9.1.3, composé de 14 membres votants désignés comme suit :

1° quatre membres sont désignés par le ***Ministre***;

2° trois membres sont désignés par le ***Ministre***, aux conditions qu'il peut fixer, après consultation des associations les plus représentatives des ***Employeurs*** parties au ***Régime***;

3° deux membres sont désignés par la *Fédération de la santé et des services sociaux (CSN)*;

4° un membre est désigné par la *Centrale des syndicats du Québec*;

5° un membre est désigné par l'*Association du personnel cadre des centres de la petite enfance du Québec*;

6° un membre est désigné lors de l'assemblée annuelle par le groupe formé des ***Participants actifs***, dans la mesure où ce groupe décide de se prévaloir de ce droit;

7° un membre est désigné lors de l'assemblée annuelle par le groupe formé des ***Participants non actifs*** et des ***Bénéficiaires***, dans la mesure où ce groupe décide de se prévaloir de ce droit;

8° un membre, qui n'est ni partie au ***Régime*** ni un tiers à qui il est interdit par la ***Loi RCR*** de consentir un prêt, est désigné par les autres membres du ***Comité***.

9.1.2. Membres désignés par certaines associations de travailleurs

Si les ***Participants*** ou ***Bénéficiaires*** ne se sont pas prévalus de leur droit de désigner, lors d'une assemblée annuelle, un membre du ***Comité*** en application des paragraphes 6° ou 7° de l'article 9.1.1, la *Fédération de la santé et des services sociaux (CSN)* et la *Centrale des syndicats du Québec* peuvent convenir de désigner un membre du ***Comité*** jusqu'à ce que les ***Participants*** ou ***Bénéficiaires*** se prévalent de leur droit.

Ce membre doit être un ***Participant***, à moins que le ***Comité*** ne compte déjà deux ***Participants*** ou ***Bénéficiaires*** parmi les membres désignés en application des paragraphes 1° à 5° de l'article 9.1.1. Dès qu'un membre est désigné lors de l'assemblée annuelle, la *Fédération de la santé et des services sociaux (CSN)* et la *Centrale des syndicats du Québec* doivent déterminer pour quel membre, parmi ceux qu'ils ont désignés conjointement, le mandat doit prendre fin à cette occasion.

9.1.3. Membres additionnels sans droit de vote

Le ***Comité*** peut également être composé, conformément à l'article 147.1 de la ***Loi RCR***, d'un membre additionnel désigné, lors de la tenue de l'assemblée annuelle, par le groupe des ***Participants actifs*** et d'un membre additionnel désigné par le groupe des ***Participants non actifs*** et des ***Bénéficiaires***. Un tel membre ne jouit pas du droit de vote.

9.1.4. Durée du mandat des membres

La durée du mandat d'un membre du ***Comité*** est fixée lors de sa désignation par celui ou ceux ayant procédé à celle-ci. Ce mandat ne peut toutefois excéder trois ans. Celui ou ceux ayant procédé à la désignation d'un membre du ***Comité*** peuvent en tout temps le remplacer.

À l'expiration de leur mandat, les membres du ***Comité*** demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

9.1.5. Démission d'un membre

Le membre votant qui démissionne doit en aviser par écrit le secrétaire du ***Comité***, en précisant les raisons de sa démission. Le secrétaire du ***Comité*** avise les membres du ***Comité*** ainsi que ***Retraite Québec***. S'il n'a pas été nommé lors d'une assemblée annuelle du ***Régime***, il doit également aviser l'organisme responsable de voir à la désignation de son remplaçant.

Cette démission prend effet à la date de réception de l'avis par le secrétaire, à moins qu'une date de prise d'effet postérieure n'y soit indiquée.

9.1.6. Vacance d'un poste

Toute vacance survenant au cours d'un mandat est comblée selon le mode de nomination du membre à remplacer.

Toutefois, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'un membre désigné par l'un des groupes visés aux paragraphes 6° ou 7° de l'article 9.1.1 ou en cas de vacance de son poste, le ***Comité*** désigne un nouveau membre qui demeure en poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle.

Le membre, qui ne doit être ni partie au ***Régime*** ni un tiers à qui il est interdit de consentir un prêt, doit être remplacé dès qu'il ne respecte plus l'une de ces conditions.

9.1.7. Réexamen des délégations de pouvoirs

Sauf en cas de renouvellement de mandat ou en cas de désignation d'un nouveau membre en vertu de l'article 9.1.6, le ***Comité*** doit, dans les 30 jours suivant l'entrée en fonction d'un membre ayant droit de vote, réexaminer les délégations de pouvoirs conformément au règlement intérieur visé à l'article 9.1.9.

Si aucune réunion n'est tenue dans ce délai de 30 jours, le réexamen des délégations se fait lors de la prochaine réunion du ***Comité*** au cours de laquelle le nouveau membre est présent.

9.1.8. Administrateurs

Un président et un vice-président du ***Comité*** sont choisis parmi les membres du ***Comité*** provenant du groupe qui a procédé à leur désignation.

Lors de l'***Exercice financier*** débutant le 1er janvier 2015, le président est désigné par les membres désignés en application du paragraphe 1° de l'article 9.1.1, tandis que le vice-président est désigné par les membres désignés en application des paragraphes 3° et 4° de l'article 9.1.1 ou, le cas échéant, de l'article 9.1.2. Par la suite, il y a alternance entre le groupe de membres qui désigne le président et celui qui désigne le vice-président.

Le ***Comité*** désigne, en outre, pour la durée qu'il détermine un secrétaire, lequel peut ne pas être un membre du ***Comité***.

9.1.9. Règlement intérieur

Le ***Comité*** fixe, dans son règlement intérieur, les règles concernant l'exercice de ses pouvoirs et de sa régie interne.

Chapitre 9 – Administration du régime

9.1.10. Signatures

Tout document requérant une signature du ***Comité*** doit porter la signature du président, du vice-président ou du secrétaire, selon ce que prévoit l'article 4.5 du règlement intérieur visé à l'article 9.1.1.

En cas d'absence de l'un d'eux, le document doit être signé par un autre membre choisi parmi ceux qui ont désigné le membre absent ou par toute personne désignée, le cas échéant, conformément au règlement intérieur.

9.1.11. Quorum et décisions du comité de retraite

Le quorum des réunions du ***Comité*** est atteint si au moins 3 membres désignés en application du paragraphe 1° de l'article 9.1.1 et 3 membres, désignés en application des paragraphes 3° à 7° de l'article 9.1.1 ou, le cas échéant, de l'article 9.1.2, sont présents. Toute décision est prise à la majorité des membres votants présents. Les résolutions écrites et signées par tous les membres votants du ***Comité*** ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion.

Toute décision du ***Comité*** visant à désigner ou remplacer l'***Administrateur délégué***, l'actuaire ou l'auditeur du ***Régime*** ainsi que tout gestionnaire des placements de la ***Caisse de retraite*** ou à adopter ou modifier la politique de placement ou encore à faire préparer une évaluation actuarielle avant la date prescrite par la loi doit, en plus de satisfaire aux conditions prévues au premier alinéa, recevoir l'approbation d'au moins trois des membres désignés en application du paragraphe 1° de l'article 9.1.1 et d'au moins deux des membres désignés en application des paragraphes 3° et 4° de l'article 9.1.1.

9.1.12. Convocation des réunions

Les réunions du ***Comité*** sont convoquées selon les modalités prévues au règlement intérieur.

9.1.13. Résolution

Le ***Comité*** s'exprime par résolution et selon les modalités prévues, le cas échéant, au règlement intérieur.

Chapitre 9 - Administration du régime

9.1.14. Assurance responsabilité

Le ***Comité*** maintient en vigueur une assurance responsabilité couvrant les erreurs ou omissions de ses membres, dont le coût fait partie des frais à la charge de la ***Caisse de retraite***.

9.1.15. Rémunération et remboursement de dépenses

Les membres du ***Comité*** ne reçoivent aucune rémunération. Toutefois, le ***Comité*** peut décider par résolution d'accorder une rémunération au membre désigné en application du paragraphe 8° de l'article 9.1.1 ou au secrétaire du ***Comité*** si ce dernier n'est pas membre du ***Comité***. Dans un tel cas, la rémunération versée est payée par la ***Caisse de retraite***.

Le ***Comité*** s'est doté d'une politique écrite concernant le remboursement, le cas échéant, des dépenses raisonnables encourues par un membre du ***Comité*** pour assister à une réunion dans le cadre de ses fonctions ou à une activité de formation.

Chapitre 9 - Administration du régime

SECTION II :
FONCTIONS, OBLIGATIONS ET POUVOIRS DU COMITÉ

9.2.1. Patrimoine fiduciaire et caisse de retraite

La ***Caisse de retraite*** constitue le patrimoine fiduciaire du ***Régime***. Celui-ci est affecté principalement aux remboursements et versements des prestations auxquels les ***Participants*** et ***Bénéficiaires*** ont droit aux termes des dispositions du ***Régime***, ainsi qu'au paiement des frais visés par l'article 12.2.

Les membres du ***Comité*** qui ont ou devraient avoir, compte tenu de leur profession ou de leur entreprise, des connaissances ou aptitudes utiles en l'occurrence, sont tenus de les mettre en œuvre dans l'administration du régime de retraite.

9.2.2. Responsabilité du comité

Le ***Comité*** et ses membres agissent à titre de fiduciaire. Il doit agir avec prudence, diligence et compétence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable; il doit aussi agir avec honnêteté et loyauté dans les meilleurs intérêts des ***Participants*** ou ***Bénéficiaires***.

À titre de fiduciaire, le ***Comité*** assume la gestion de la ***Caisse de retraite*** et les obligations, pouvoirs et devoirs que lui confèrent la ***Loi RCR*** et le *Code civil du Québec* en conformité de ces lois.

À cette fin, il doit notamment :

1° adopter des normes concernant l'administration du ***Régime***;

2° établir un règlement intérieur qui régit son fonctionnement et sa gouvernance;

3° tenir une comptabilité précise et détaillée de l'actif et du passif de la ***Caisse de retraite***, de ses revenus et de ses dépenses et en faire effectuer un audit une fois l'an par un auditeur indépendant;

4° se doter d'une politique écrite de placement conforme à l'article 170 de la ***Loi RCR*** et élaborée en tenant compte des caractéristiques, des engagements financiers et de la politique de financement du ***Régime***;

5° décider de l'interprétation à donner aux dispositions du ***Régime***;

6° statuer sur l'admissibilité de tout ***Employé***;

7° faire procéder à toute évaluation actuarielle du ***Régime***, lorsque prescrit par la loi et à toute date qu'il détermine.

9.2.3. Consultation de documents

Les membres du ***Comité*** ont accès à tout renseignement concernant le ***Régime*** et peuvent obtenir copie de tout document. Toutefois, ils ne peuvent consulter des renseignements personnels que si l'exercice de leurs fonctions le requiert.

9.2.4. Délégation et représentation

Sous réserve des exceptions prévues par la ***Loi RCR***, le ***Comité*** peut déléguer par écrit tout ou partie de ses pouvoirs ou se faire représenter par un tiers pour un acte déterminé. Il peut notamment faire une telle délégation à l'***Administrateur délégué*** qu'il désigne, lequel a principalement pour mission de veiller à l'administration courante du ***Régime***. Il doit exiger de toute personne à qui il confie un mandat de lui en rendre compte.

Dans ce cadre, il peut aussi :

1° requérir l'avis d'un expert pour l'assister dans la gestion et l'administration du ***Régime***;

2° confier tout ou partie de la gestion du ***Régime*** ou de la ***Caisse***;

3° autoriser tous les paiements à faire par un fiduciaire, un assureur ou une autre personne ayant la garde de tout ou partie de l'actif de la ***Caisse***;

4° déterminer la nature et l'étendue des placements devant être faits et s'assurer qu'ils sont effectués conformément aux normes prescrites et à sa politique de placement;

5° prescrire tout formulaire que doit remplir un ***Employeur***, un ***Participant*** ou un ***Bénéficiaire*** du ***Régime***.

Dans tout contrat, le ***Comité*** doit prévoir que toute clause de limitation de responsabilité, sauf celles reconnues expressément par le *Code civil du Québec*, est nulle.

Chapitre 9 – Administration du régime

9.2.5. Assemblée annuelle

Le ***Comité*** doit, dans les neuf mois de la fin de chaque ***Exercice financier*** du ***Régime***, convoquer par écrit chacun des ***Participants*** et des ***Bénéficiaires*** ainsi que chacun des ***Employeurs*** à une assemblée annuelle.

Toute décision prise par le groupe formé des ***Participants actifs*** ou par celui formé des ***Participants non actifs*** et des ***Bénéficiaires*** lors de l'assemblée annuelle l'est au vote majoritaire exprimé par les membres du groupe concerné.

Le statut d'un ***Participant*** aux fins des groupes formés en application des articles 9.1.1 et 9.1.3 se détermine en fonction de son statut au 1er mai de l'***Exercice financier*** au cours duquel l'assemblée doit être tenue.

Doivent être portés à l'ordre du jour de cette assemblée les sujets déterminés par la ***Loi RCR***.

9.2.6. Décisions lors de l'assemblée annuelle

Le ***Comité*** transmet, avec la convocation à l'assemblée annuelle, la liste des postes de membres du ***Comité*** qui doivent ou peuvent être comblés au terme de l'assemblée. Le ***Comité*** doit avoir reçu au plus tard le 31ième jour qui précède la date de cette assemblée un avis écrit de toute personne qui veut poser sa candidature ou proposer celle d'une autre personne à l'un de ces postes. Lors de l'assemblée, le ***Comité*** fait état de ces mises en candidature et procède, le cas échéant, à l'élection des nouveaux membres.

Chapitre 9 - Administration du régime

SECTION III :
PAIEMENT DES PRESTATIONS

9.3.1. Responsabilité du comité

Le ***Comité*** est responsable du paiement des prestations prévues par le présent ***Régime***.

9.3.2. Demande de renseignements et documents

Le ***Comité*** peut demander à tout ***Employé***, ***Participant*** ou ***Bénéficiaire*** ainsi qu'à l'***Employeur***, tout renseignement et document requis pour établir le droit aux prestations prévues par le ***Régime*** et pour permettre un contrôle périodique.

À cette fin, le ***Comité*** peut établir la forme et la teneur de tout formulaire qu'il prescrit.

9.3.3. Paiements libératoires

Les remboursements ou paiements de prestation qu'effectue le ***Comité*** sont libératoires lorsqu'il est fondé à croire, sur la base des renseignements dont il dispose, que les personnes à qui ils sont faits sont celles qui y ont droit et qu'ils sont faits, par ailleurs, conformément à toutes lois susceptibles d'application et au ***Régime***.

Chapitre 9 - Administration du régime

SECTION IV :
INFORMATION AUX PARTICIPANTS ET BÉNÉFICIAIRES

9.4.1. Nouvel employé

Dans les 90 jours de sa date d'admissibilité au présent ***Régime***, chaque ***Participant*** ou travailleur admissible reçoit de son ***Employeur*** un sommaire des dispositions du ***Régime***, accompagné d'une description de ses droits et obligations à ce titre ainsi que tout autre renseignement prescrit par la ***Loi RCR***.

9.4.2. Relevé annuel

Le ***Comité*** doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, transmettre à chaque ***Participant*** et ***Bénéficiaire*** un relevé, établi au 31 décembre de l'année précédente, qui contient les renseignements prévus par la ***Loi RCR***.

9.4.3. Relevé de fin de participation active

Dans les 60 jours de la date où le ***Comité*** est informé par un ***Employeur*** que la période de ***Participation active*** d'un ***Participant*** a pris fin, il doit fournir à celui-ci ou, en cas de décès du ***Participant***, fournir à toute autre personne qui a droit à un remboursement ou versement d'une prestation, un relevé contenant les renseignements prévus par la ***Loi RCR***.

9.4.4. Demande d'accès à certains documents

Le ***Comité*** doit, dans les 30 jours d'une demande écrite à cet effet et sans frais, permettre à l'***Employé*** admissible, au ***Participant*** ou au ***Bénéficiaire*** de même qu'à l'***Employeur***, de consulter, pendant les heures habituelles de travail, les documents suivants ou lui faire parvenir une copie de ceux-ci :

1° le texte des dispositions du ***Régime***;

2° une disposition du ***Régime*** telle qu'en vigueur à toute date comprise dans la période pendant laquelle l'***Employé*** visé est ***Participant***;

3° si référée par une disposition du ***Régime***, toute disposition faisant partie d'un document prévoyant des conditions de travail relatives au ***Régime***;

4° le règlement intérieur du ***Comité***;

5° la politique de placement du ***Comité***;

6° les actes de délégation de pouvoirs du ***Comité***;

7° la politique de financement du ***Régime***;

8° les déclarations annuelles et les rapports financiers visés par la ***Loi RCR***;

9° les rapports relatifs aux évaluations actuarielles du ***Régime*** transmis à ***Retraite Québec***;

10° la correspondance échangée entre ***Retraite Québec*** et le ***Comité*** au cours des 60 mois qui précèdent la date de la demande de consultation, à l'exception de celle portant sur un autre ***Employé***, ***Participant*** ou ***Bénéficiaire***.

Cette consultation a lieu soit au bureau du ***Comité***, soit à l'établissement de l'***Employeur*** que désigne le ***Comité***, selon l'endroit le plus rapproché de la résidence du demandeur.

9.4.5. Autres demandes de renseignements

Malgré l'article 9.4.4, le ***Comité*** peut adopter des règles concernant toute autre demande de renseignements ou de documents et déterminer, le cas échéant, les frais applicables.

Il peut, en outre, déterminer des frais applicables lorsqu'une même personne demande, plus d'une fois par période de 12 mois, de consulter les documents visés à l'article 9.4.4 ou d'en obtenir une copie.

9.4.6. Modification du régime

Avant de demander à ***Retraite Québec*** d'enregistrer une modification au présent ***Régime***, le ***Comité*** doit fournir à chaque ***Participant*** un avis écrit énonçant l'objet de la modification projetée et la date de sa prise d'effet. Cet avis doit mentionner que tout ***Participant*** peut, sans frais, consulter le texte de la modification ou en obtenir copie. Cet avis doit être aussi transmis à ***Retraite Québec***.

Sous réserve des exceptions prévues par la ***Loi RCR***, le ***Comité*** peut, au lieu de fournir aux ***Participants*** l'avis prévu au premier alinéa, le publier dans un quotidien distribué dans les localités où résident au moins la moitié d'entre eux. Il peut aussi, au lieu de le fournir aux ***Participants actifs***, le faire parvenir à l'***Employeur*** qui, sur réception, doit l'afficher bien en vue dans son établissement, à un endroit où les ***Participants actifs*** circulent ordinairement.

Chapitre 9 - Administration du régime

SECTION V :
OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

9.5.1. Rapport mensuel de l'employeur

À compter de la dernière paie de chaque mois, l'***Employeur*** doit faire rapport au ***Comité*** afin de l'informer sur les cotisations qu'il a perçues au cours de ce mois et lui fournir les renseignements nécessaires à la vérification du niveau et de l'exactitude des cotisations.

L'***Employeur*** doit faire ce rapport au ***Comité***, au moyen du site Internet que celui-ci met à la disposition de l'***Employeur***, au plus tard le vingtième jour du mois qui suit celui de la perception des cotisations ou, lorsque ce jour correspond à un samedi, à un dimanche ou à un jour férié, le premier jour ouvrable précédant celui-ci.

L'***Employeur*** en défaut de préparer ou transmettre un rapport mensuel complet peut être tenu de rembourser tous les frais de nature administrative, légale ou autres encourus par le ***Comité*** incluant ceux liés aux tiers mandatés pour préparer le rapport concerné ou ceux liés aux recours devant les tribunaux afin de régulariser la situation à l'égard d'un tel rapport ou des cotisations requises.

9.5.2. Renseignements à fournir au comité

L'***Employeur*** doit communiquer au ***Comité*** tous les renseignements que celui-ci juge nécessaires pour administrer le ***Régime***, notamment les renseignements relatifs à l'identité, les coordonnées, la rémunération, la classification et le nombre d'heures de travail de chacun de ses ***Employés***. Il doit en outre mettre à jour ces renseignements dès qu'il est informé d'un changement.

9.5.3. Renseignements à fournir aux participants

L'***Employeur*** doit, selon les instructions du ***Comité*** et dans les délais que celui-ci peut fixer, distribuer à chacun de ses ***Employés***:

1° un exemplaire du sommaire visé à l'article 9.4.1 que le ***Comité*** lui fournit ou rend accessible dans le site Internet du ***Régime***;

2° un exemplaire de l'avis visé à l'article 9.4.6 que le ***Comité*** lui fournit ou rend accessible dans ce site Internet;

3° le relevé visé à l'article 9.4.2 que le ***Comité*** lui fournit;

4° un exemplaire de l'avis écrit visé à l'article 9.2.5 que le ***Comité*** lui fournit ou rend accessible dans ce site Internet;

5° tout autre document d'information ou de nature fiscale, se rapportant à la participation de l'***Employé*** au ***Régime***, que détermine le ***Comité*** et qu'il lui fournit ou rend accessible dans ce site Internet.

Le ***Comité*** peut confier à l'***Administrateur délégué*** les responsabilités de l'***Employeur*** énoncées au premier alinéa du présent article.

L'***Employeur*** doit également, selon les instructions du ***Comité*** et dans les délais que celui-ci peut fixer, afficher bien en vue dans son établissement, à un endroit où les ***Participants actifs*** circulent ordinairement, toute information d'intérêt général concernant le ***Régime***.

Dès qu'un ***Employé*** s'absente sans rémunération du travail, l'***Employeur*** doit l'informer, sans délai, par écrit de son droit, le cas échéant, de maintenir le versement de ses cotisations conformément à l'article 4.4.1. L'***Employeur*** doit consigner dans ses dossiers cet écrit et une preuve de la décision de l'***Employé*** à cet égard.

9.5.4. Audit

Sur demande écrite du ***Comité***, présentée au moins 10 jours à l'avance, l'***Employeur*** doit permettre l'accès à son établissement pendant les heures habituelles de travail à la personne que le ***Comité*** désigne afin que celle-ci puisse s'assurer que l'***Employeur*** s'est acquitté adéquatement des obligations qui lui incombent en vertu du présent ***Régime***. L'***Employeur*** doit fournir sur demande à cette personne une copie de tout document qu'elle doit consulter à cette fin dans l'exercice de ses fonctions.

9.5.5. Pouvoir du ministre

Tel que prévu à l'article 4 de la *Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance*, le ***Ministre*** peut exiger d'un ***Employeur***, d'un ***Participant*** ou du ***Comité*** tout document ou renseignement nécessaire à l'administration du ***Régime*** ou d'une subvention s'y rattachant.

Le ***Ministre*** peut, à ces fins, communiquer un renseignement personnel, sans le consentement de la personne concernée, à un ***Employeur*** ou au ***Comité***. Un ***Employeur*** peut, sans le consentement de la personne

concernée, communiquer au ***Ministre*** ou au ***Comité*** des renseignements personnels à de telles fins.

De même, le ***Comité*** peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer au ***Ministre*** ou à un ***Employeur*** des renseignements personnels à de telles fins.

Chapitre 10 - Dispositions financières relatives au Volet antérieur

SECTION I :
CHAMP D'APPLICATION

10.1.1. Champ d'application

Le présent chapitre vise uniquement la situation financière du ***Volet antérieur*** et, ainsi, ne s'applique, sauf indication contraire, qu'aux années de ***Services validés*** avant le 1er janvier 2019.

SECTION II :
ÉTABLISSEMENT DES COMPTES, RÉSERVE ET PROVISION POUR ÉCARTS DÉFAVORABLES

10.2.1. Compte patronal et compte des participants

Un ***Compte patronal*** et un ***Compte des participants*** sont établis au 1er avril 2003.

La valeur du ***Compte patronal*** et celle du ***Compte des participants*** sont, à la date de leur établissement, zéro. La valeur de ces comptes évolue à compter de leur établissement conformément aux dispositions du ***Régime*** qui prévalaient jusqu'au 30 décembre 2012.

À cette date, un montant correspondant aux sommes pour lesquelles l'***Employeur*** pouvait être compensé en raison du versement de certaines cotisations d'équilibre à la ***Caisse de retraite*** avant le 30 décembre 2012, et ce, en application des paragraphes 3° et 4° du premier alinéa de l'article 4.1.5, dans sa version en vigueur à cette date, est porté au ***Compte patronal***.

Après application du deuxième et troisième alinéa, la valeur du ***Compte patronal*** au 31 décembre 2012 est égale à la somme du solde indiqué dans le rapport sur l'évaluation actuarielle à cette date et du montant des cotisations sujettes à compensation indiquée dans le même rapport. La valeur du ***Compte des participants*** au 31 décembre 2012 est égale au solde présenté dans ce même rapport.

10.2.2. Compte général, réserve et provision

Un ***Compte général***, une ***Réserve*** et une ***Provision pour écarts défavorables*** sont établis au 31 décembre 2012 conformément au *Règlement concernant le financement des régimes de retraite des secteurs*

municipal et universitaire. Ils évoluent par la suite conformément aux dispositions de ce règlement.

10.2.3. Divulgation

L'actuaire doit, lors de chaque évaluation actuarielle complète du ***Régime***, divulguer dans son rapport :

1° la valeur initiale et la valeur finale du ***Compte patronal*** et du ***Compte des participants*** et le détail de toutes les majorations et affectations de ces comptes effectuées conformément au présent chapitre lors de cette évaluation;

2° la valeur de la ***Réserve*** et de la ***Provision pour écarts défavorables*** déterminées conformément aux règlements visés au deuxième alinéa de l'article 2.3;

3° le ***Gain actuariel brut*** et le ***Gain actuariel net***.

Chapitre 10 – Dispositions financières relatives au Volet antérieur

SECTION III :
ÉVOLUTION DU COMPTE PATRONAL

10.3.1. Valeur initiale du compte patronal

La valeur du ***Compte patronal*** est établie lors de chaque évaluation actuarielle complète du ***Régime*** postérieure au 31 décembre 2012.

À cette fin, la valeur initiale du ***Compte patronal*** est, lors de la première évaluation actuarielle postérieure au 31 décembre 2012, égale à celle prévue au quatrième alinéa de l'article 10.2.1 et, à la date de toute évaluation subséquente, égale à la valeur finale du ***Compte patronal*** déterminée lors de l'évaluation précédente, majorée des sommes suivantes :

1° les intérêts sur ce compte établis au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du ***Volet antérieur*** du ***Régime*** depuis la date de l'évaluation actuarielle précédente;

2° la valeur, établie au moyen du taux visé au paragraphe 1°, des cotisations d'équilibre et des cotisations spéciales qui ont été versées au ***volet antérieur*** de la ***Caisse de retraite*** par l'***Employeur*** ou le ***Ministre*** entre la date de l'évaluation actuarielle précédente et celle de la nouvelle évaluation afin d'amortir relativement au ***Volet antérieur*** :

a) un déficit actuariel technique;

b) un déficit actuariel de modification;

3° la valeur, établie au moyen du taux visé au paragraphe 1°, de l'écart positif entre, d'une part, les cotisations patronales d'exercice versées au ***Volet antérieur*** de la ***Caisse de retraite*** en application de l'article 5.3.1 pour la période comprise entre la date de l'évaluation actuarielle précédente et celle de la nouvelle évaluation et, d'autre part, les ***Cotisations salariales*** versées au cours de la même période.

10.3.2. Valeur finale du compte patronal

La valeur finale du ***Compte patronal*** à la date de toute évaluation actuarielle est égale à sa valeur initiale déterminée selon l'article 10.3.1, laquelle est majorée de toutes les autres sommes portées à ce compte puis, par la suite, diminuée de la valeur de toutes les affectations de celui-ci, ces opérations étant effectuées lors de cette évaluation en application du présent chapitre.

Chapitre 10 - Dispositions financières relatives au Volet antérieur

SECTION IV :
ÉVOLUTION DU COMPTE DES PARTICIPANTS

10.4.1. Valeur initiale du compte des participants

La valeur du ***Compte des participants*** est établie lors de chaque évaluation actuarielle complète du ***Régime***, postérieure au 31 décembre 2012.

La valeur initiale du ***Compte des participants*** est, lors de la première évaluation actuarielle postérieure au 31 décembre 2012, égale à celle prévue au quatrième alinéa de l'article 10.2.1 et, à la date de toute évaluation subséquente, égale à la valeur finale du ***Compte des participants*** déterminée lors de l'évaluation actuarielle précédente, majorée des intérêts sur ce compte établis au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du ***Volet antérieur*** du ***Régime*** depuis la date de cette évaluation.

10.4.2. Valeur finale du compte des participants

La valeur finale du ***Compte des participants*** à la date de toute évaluation actuarielle est égale à sa valeur initiale déterminée selon l'article 10.4.1, laquelle est majorée de toutes les autres sommes portées à ce compte puis, par la suite, diminuée de la valeur de toutes les affectations de celui-ci, ces opérations étant effectuées lors de cette évaluation en application du présent chapitre.

Chapitre 10 – Dispositions financières relatives au Volet antérieur

SECTION V :
RÉPARTITION DE L'EXCÉDENT D'ACTIF ET AFFECTATION DES COMPTES

10.5.1. Répartition entre le compte patronal et le compte des participants

Sous réserve des ***Lois applicables***, lorsque l'actif du ***Volet antérieur*** est en situation d'excédent d'actif, cet excédent d'actif est réparti selon les modalités et l'ordre suivants :

1° dans la mesure où la valeur du ***Compte patronal*** est plus élevée que celle du ***Compte des participants***, à la réduction du ***Compte patronal*** jusqu'à ce qu'il atteigne la valeur du ***Compte des participants***;

2° lorsque la valeur du ***Compte patronal*** égale celle du ***Compte des participants***, à la réduction d'un montant identique de chacun de ces comptes.

10.5.2. Affectation du compte patronal

Sous réserve de la répartition prévue à l'article 10.5.1, le ***Compte patronal*** est affecté, au choix du ***Ministre***, à une ou combinaison des réductions suivantes :

1° la réduction de la ***Cotisation patronale d'exercice*** ou de la ***Cotisation patronale de stabilisation*** autrement requise en vertu de l'article 5.3.2. Cette utilisation de l'excédent d'actif du ***Volet antérieur*** est effectuée par un transfert du ***Compte général*** du ***Volet antérieur*** au ***Compte général*** du ***Volet courant*** ou au ***Fonds de stabilisation***, selon le cas;

2° la réduction des cotisations autrement requises pour défrayer le coût d'une modification du ***Régime*** visant l'amélioration des prestations accumulées avant le 1er janvier 2019.

10.5.3. Affectation du compte des participants

Sous réserve de la répartition prévue à l'article 10.5.1, le ***Compte des participants*** est affecté, dans la proportion et selon les instructions convenues entre les associations accréditées de travailleurs visées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 13.1, à une ou combinaison des réductions suivantes :

Chapitre 10 – Dispositions financières relatives au Volet antérieur

1° la réduction des cotisations autrement requises pour défrayer le coût d'une modification visant à majorer la ***Rente normale pour services passés*** visée à l'article 15.1.6;

2° la réduction des cotisations autrement requises pour défrayer le coût d'une modification du ***Régime*** visant l'amélioration des prestations accumulées avant le 1er janvier 2019;

3° la réduction de la ***Cotisation salariale d'exercice*** ou de la ***Cotisation salariale de stabilisation*** visée à l'article 5.2.1. Cette utilisation de l'excédent d'actif du ***Volet antérieur*** est effectuée par un transfert du ***Compte général*** du ***Volet antérieur*** au ***Compte général*** du ***Volet courant*** ou au ***Fonds de stabilisation***, selon le cas.

Chapitre 10 - Dispositions financières relatives au Volet antérieur

SECTION VI :
CONDITIONS D'AFFECTATION DU COMPTE PATRONAL ET DU COMPTE DES PARTICIPANTS

10.6.1. Affectation à la réduction de la cotisation patronale

Le ***Compte patronal*** peut être affecté à la réduction de la ***Cotisation patronale d'exercice*** ou de la ***Cotisation patronale de stabilisation*** autrement requise en vertu de l'article 5.3.2 si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° selon l'approche de solvabilité, l'actif du régime est supérieur au passif;

2° selon l'approche de capitalisation, le ***Compte général*** est supérieur au passif;

3° le montant ainsi affecté n'excède pas le montant maximal prévu par la ***Loi RCR***;

4° toutes les autres conditions prévues, le cas échéant, à cet égard par la ***Loi RCR*** sont satisfaites;

5° le ***Ministre*** transmet au ***Comité*** un avis à cet effet.

La date de prise d'effet de la réduction visée au premier alinéa ne peut être antérieure, ni à la première période de paie de l'année qui suit la date de transmission du rapport sur l'évaluation actuarielle à ***Retraite Québec***, ni à la date de réception de l'avis prévu au premier alinéa.

10.6.2. Affectation à l'amélioration des prestations accumulées avant le 1er janvier 2019

Un excédent d'actif afférent au ***Volet antérieur*** ne peut être affecté à l'acquittement de la valeur des engagements supplémentaires résultant d'une modification au ***Volet antérieur*** du ***Régime*** que si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° l'évaluation actuarielle du ***Volet antérieur*** du ***Régime*** détermine un excédent d'actif et il satisfait, conformément à la ***Loi RCR***, à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

a) la valeur des engagements visés est entièrement acquittée par affectation de l'excédent d'actif;

b) le montant maximum d'excédent d'actif pouvant être affecté à l'acquittement de cette valeur est entièrement consacré à cette fin;

2° toutes les autres conditions prévues, le cas échéant, à cet égard par la ***Loi RCR*** sont satisfaites.

10.6.3. Disposition particulière concernant l'affectation du compte des participants

Dans le cas où les associations accréditées de travailleurs visées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 13.1 exercent l'une ou l'autre des options prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 10.5.3, sans que les conditions prévues à l'article 10.6.2 ne soient satisfaites, le déficit de modification correspondant, sous réserve du deuxième alinéa, à la valeur des engagements supplémentaires résultant de toute modification au ***Volet antérieur*** devant être apportée au ***Régime*** à la suite de cet exercice doit, conformément à la ***Loi RCR***, être amorti sur une période maximale de 5 ans.

En outre, conformément à la ***Loi RCR***, dans le cas où l'évaluation actuarielle qui détermine la valeur des engagements supplémentaires résultant de cette modification du régime montre que le degré de solvabilité du régime est inférieur à 90 %, l'***Employeur*** doit verser à la ***Caisse de retraite*** une cotisation d'équilibre spéciale, payable en entier dès le jour qui suit la date de l'évaluation, dont le montant est au moins égal au moindre des montants suivants :

1° celui qui correspond à la valeur, selon l'approche de solvabilité, des engagements supplémentaires résultant de toute modification du régime considérée pour la première fois lors de l'évaluation;

2° celui qui correspond à l'actif manquant pour que le degré de solvabilité du régime soit égal à 90 %.

En cas d'application des premier ou deuxième alinéas, une somme correspondant au total des montants suivants doit être transférée du ***Compte des participants*** au ***Compte patronal*** :

1° la valeur présente, selon l'approche de capitalisation, des cotisations d'équilibre qui doivent être versées en application du premier alinéa;

2° la cotisation d'équilibre spéciale qui doit être versée en application du deuxième alinéa.

10.6.4. Affectation à la réduction de la cotisation salariale

L'option prévue au paragraphe 3° de l'article 10.5.3 ne peut être exercée que dans la mesure où la ***Cotisation patronale*** ne serait l'objet d'aucune majoration si une modification à cet effet était apportée au ***Régime***.

Chapitre 10 – Dispositions financières relatives au Volet antérieur

SECTION VII :
AFFECTATION DES GAINS DÉTERMINÉS EN APPLICATION DE LA LOI

10.7.1. Détermination du gain actuariel brut

Lors de chaque évaluation actuarielle complète du ***Régime***, l'actuaire doit déterminer le ***Gain actuariel brut*** à la date de cette évaluation.

Sous réserve de la ***Loi RCR***, le ***Gain actuariel brut*** correspond à l'écart positif entre, d'une part, la somme des montants visés aux paragraphes 1° et 2° et, d'autre part, le montant visé au paragraphe 3°, lesquels sont :

1° la valeur du ***Compte général*** du ***Volet antérieur***;

2° relativement au ***Volet antérieur***, la valeur, mesurée selon l'approche de capitalisation, des cotisations d'équilibre qui restent à verser pour amortir un déficit actuariel de capitalisation déterminé lors d'une évaluation actuarielle antérieure à celle en cours, telles qu'établies avant l'application de la présente section;

3° le passif du ***Volet antérieur*** du ***Régime*** établi selon l'approche de capitalisation, sans tenir compte de la valeur des engagements supplémentaires résultant de toute modification à ce volet du ***Régime*** considérée pour la première fois lors de cette évaluation actuarielle.

10.7.2. Composition du gain actuariel brut

Sous réserve de la ***Loi RCR***, le ***Gain actuariel brut***, s'il en est, se compose des éléments suivants :

1° les cotisations additionnelles, dont le montant correspond à l'excédent de la valeur des cotisations incluses dans l'actif du ***Volet antérieur*** du ***Régime*** depuis la date de la dernière évaluation actuarielle complète sur celle des cotisations prévues, pour la même période, à l'article 5.3.1;

2° les gains ou pertes techniques, dont le montant correspond à la somme des variations, depuis la dernière évaluation actuarielle complète, de la valeur des engagements nés du ***Volet antérieur*** du ***Régime*** et du ***Compte général*** de ce volet, causées par les écarts entre les résultats et les prévisions et par les changements apportés aux hypothèses et méthodes actuarielles, les cotisations additionnelles déterminées au paragraphe 1° étant exclues de ce calcul;

3° les autres gains actuariels relatifs au ***Volet antérieur***.

10.7.3. Transfert à la réserve

Sous réserve de la ***Loi RCR***, à la date de toute évaluation actuarielle complète d'un régime de retraite, le moindre des montants suivants doit être transféré du ***Compte général*** du ***Volet antérieur*** à la ***Réserve*** :

1° le montant des gains techniques relatifs au ***Volet antérieur*** déterminés lors de l'évaluation;

2° relativement au ***Volet antérieur***, l'excédent de la ***Provision pour écarts défavorables*** sur la ***Réserve***.

Chapitre 10 – Dispositions financières relatives au Volet antérieur

SECTION VIII :
RÉPARTITION DU GAIN ACTUARIEL NET

10.8.1. Détermination du gain actuariel net

Lors de chaque évaluation actuarielle complète du ***Régime*** qui ne détermine aucun déficit actuariel technique relativement au ***Volet antérieur***, l'actuaire doit déterminer le ***Gain actuariel net*** relatif à ce volet à la date de cette évaluation.

Ce ***Gain actuariel net*** correspond à l'écart positif entre, d'une part, la somme des montants visés aux paragraphes 1° et 2° et, d'autre part, les montants visés aux paragraphes 3° à 5°, lesquels sont :

1° la valeur du ***Compte général*** du ***Volet antérieur***;

2° relativement au ***Volet antérieur***, la valeur, mesurée selon l'approche de capitalisation, des cotisations d'équilibre qui restent à verser pour amortir un déficit actuariel de modification déterminé lors d'une évaluation actuarielle antérieure à celle en cours ou à l'occasion de celle-ci;

3° le passif du ***Volet antérieur*** du ***Régime*** établi selon l'approche de capitalisation, en tenant compte de la valeur des engagements supplémentaires résultant de toute modification à ce volet du ***Régime*** considérée pour la première fois lors de cette évaluation actuarielle;

4° le solde du ***Compte patronal***;

5° le solde du ***Compte des participants***.

10.8.2. Répartition du gain actuariel net

Lors de chaque évaluation actuarielle complète du ***Régime*** qui détermine un ***Gain actuariel net*** conformément à l'article 10.8.1 :

1° un montant correspondant à 50 % de ce ***Gain actuariel net*** est ajouté au ***Compte patronal***;

2° un montant correspondant à 50 % de ce ***Gain actuariel net*** est ajouté au ***Compte des participants***.

Chapitre 11 – Dispositions financières relatives au Volet courant

SECTION I :
CHAMP D'APPLICATION

11.1.1. Champ d'application

Le présent chapitre vise uniquement le ***Volet courant*** et s'applique ainsi seulement aux années de ***Services validés*** à compter du 1er janvier 2019.

SECTION II :
COMPTE PATRONAL DU VOLET COURANT

11.2.1. Compte patronal du Volet courant

Un ***Compte patronal du Volet courant*** est établi au 1er janvier 2019 dans lequel sont comptabilisées les ***Cotisations patronales d'équilibre*** afférentes au ***Volet courant*** versées conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 5.3.2 à compter de cette date, lesquelles s'accumulent avec intérêt, déterminé selon le taux de rendement obtenu sur la ***Caisse de retraite*** relativement au ***Volet courant***.

Tout excédent d'actif en cours d'existence du ***Régime*** affecté à l'acquittement des ***Cotisations patronales d'exercice*** conformément au premier alinéa de l'article 11.3.1 doit être déduit du ***Compte patronal du Volet courant***.

Chapitre 11 - Dispositions financières relatives au Volet courant

SECTION III :
EXCÉDENT D'ACTIF EN COURS D'EXISTENCE

11.3.1. Excédent d'actif en cours d'existence relatif au Volet courant

Sous réserve des ***Lois applicables***, lorsque l'actif du ***Volet courant*** excède la somme du passif de ce volet établi selon l'approche de capitalisation et de la valeur que doit atteindre le ***Fonds de stabilisation*** tel que le prévoit le troisième alinéa de l'article 11.4.1, cet excédent d'actif peut être utilisé aux fins et dans l'ordre suivants :

1° Octroyer aux ***Employeurs*** un congé de la ***Cotisation patronale d'exercice*** relative au ***Volet courant*** jusqu'à concurrence du montant comptabilisé, le cas échéant, au ***Compte patronal du Volet courant*** établi à l'article 11.2.1. Cette utilisation ne doit pas avoir pour effet de réduire la valeur du ***Fonds de stabilisation*** en-dessous de la valeur minimale qu'il doit atteindre;

2° Constituer une réserve additionnelle entre la valeur minimale que doit atteindre le ***Fonds de stabilisation*** et 25 % du passif du ***Volet courant*** établi selon l'approche de capitalisation. Par souci de clarté, lorsque le ***Compte patronal du Volet courant*** est nul, aucun excédent d'actif n'est utilisé avant l'atteinte du seuil susmentionné de 25 % du passif du ***Volet courant*** établi selon l'approche de capitalisation. Les parties visées à l'article 13.1 peuvent convenir d'une utilisation de l'excédent d'actif autre que celle décrite au présent paragraphe, sous réserve de l'accord du ***Ministre***.

3° Lorsque le ***Compte patronal du Volet courant*** est nul et que la valeur du ***Fonds de stabilisation*** excède 25 % du passif du ***Volet courant*** établi selon l'approche de capitalisation, la portion de l'excédent d'actif au-delà de ce dernier seuil est utilisée selon un partage à parts égales entre les ***Participants*** et les ***Employeurs***. Cette utilisation ne doit pas avoir pour effet de réduire la valeur du ***Fonds de stabilisation*** en-dessous de 25 % du passif du ***Volet courant*** établi selon l'approche de capitalisation. Sous réserve des limites prévues à la ***Loi de l'impôt***. Les parties visées à l'article 13.1 peuvent convenir d'une utilisation de l'excédent d'actif autre que celle décrite au présent paragraphe.

Chapitre 11 – Dispositions financières relatives au Volet courant

Avant toute utilisation d'un excédent d'actif relatif au ***Volet courant***, un transfert du ***Fonds de stabilisation*** au ***Compte général*** de ce volet pour acquitter le déficit afférent à ce volet, le cas échéant, doit être effectué conformément aux ***Lois applicables***.

Chapitre 11 – Dispositions financières relatives au Volet courant

SECTION IV :
FONDS DE STABILISATION

11.4.1. Constitution

Aux fins du ***Volet courant*** du ***Régime***, le ***Fonds de stabilisation*** est constitué à compter du 1er janvier 2019. Il est alimenté, à compter de cette date, par la ***Cotisation de stabilisation*** prévue à l'article 11.4.2. Les gains actuariels générés à compter du 1er janvier 2019 relativement au ***Volet courant*** doivent aussi y être versés.

Dans la mesure permise par les ***Lois applicables*** et conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 5.3.2, ce fonds sert à acquitter ou amortir tout déficit du ***Régime*** relatif au ***Volet courant***. Par la suite, le ***Fonds de stabilisation*** est utilisé conformément à l'article 11.3.1.

La valeur que doit atteindre le ***Fonds de stabilisation***, net du déficit du ***Compte général*** du ***Volet courant***, correspond au plus élevé entre la ***Provision pour écarts défavorables*** eu égard au ***Volet courant*** et 15 % du passif du ***Volet courant*** établi selon l'approche de capitalisation.

11.4.2. Cotisation de stabilisation

La ***Cotisation de stabilisation***, versée à parts égales par l'***Employeur*** et les ***Participants actifs***, est égale à 10 % de la ***Cotisation d'exercice***.

Malgré ce qui précède, pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, la ***Cotisation de stabilisation*** correspond à la différence positive, s'il en est, entre 13,2 % de la masse salariale admissible et le taux de ***Cotisation d'exercice*** établi en pourcentage de la masse salariale admissible dans le rapport sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2018 transmis à ***Retraite Québec***. Cette cotisation est effectuée par un transfert du ***Compte général*** du ***Volet courant*** au ***Fonds de stabilisation***.

Le versement de la ***Cotisation de stabilisation*** est maintenu même si le ***Fonds de stabilisation*** atteint la valeur qu'il doit atteindre tel que le prévoit le troisième alinéa de l'article 11.4.1, sous réserve de la limite prescrite par la ***Loi de l'impôt***.

Chapitre 11 – Dispositions financières relatives au Volet courant

Dans la mesure permise par les ***Lois applicables,*** et conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 5.3.2, la ***Cotisation de stabilisation*** peut être diminuée, s'il y a lieu, afin d'acquitter ou amortir le déficit afférent au ***Volet courant*** qui n'a pas été acquitté par le ***Fonds de stabilisation***.

Chapitre 12 – Dispositions financières applicables aux deux volets

12.1. Période d'amortissement d'un déficit

À moins d'une décision contraire des personnes et organismes qui peuvent, aux termes du premier alinéa de l'article 13.1, modifier le ***Régime***, la période d'amortissement retenue par l'actuaire pour le versement des cotisations d'équilibre requises pour amortir tout nouveau déficit actuariel du ***Régime*** relatif au ***Volet antérieur*** ou au ***Volet courant*** doit être la période maximale autorisée par la ***Loi RCR***.

12.2. Dépenses d'administration

Toutes les dépenses d'administration du ***Régime*** sont à la charge de la ***Caisse de retraite*** et elles doivent être autorisées par le ***Comité***.

Constituent de telles dépenses, notamment :

1° les frais encourus par le ***Comité*** pour administrer le ***Régime*** conformément aux dispositions du ***Régime*** et aux ***Lois applicables***;

2° les frais encourus pour la gestion de la ***Caisse de retraite*** du ***Régime***;

3° les frais encourus pour former les membres du ***Comité***;

4° les frais encourus et autorisés par l'ensemble des représentants des parties visées à l'article 13.1, afin de leur permettre d'étudier l'impact de certaines modifications qu'il est envisagé d'apporter au ***Régime***;

5° les frais encourus pour l'élaboration d'un projet de modification aux dispositions du ***Régime*** visé au troisième alinéa de l'article 13.1.

À moins d'une attribution ou répartition différente décidée par les parties visées à l'article 13.1 ou à moins que ces dépenses ne soient attribuables qu'à un seul volet, les dépenses d'administration du ***Régime*** sont réparties entre les deux volets du ***Régime*** au prorata de l'actif détenu dans leur compte respectif au sein de la ***Caisse de retraite***. Les dépenses d'administration attribuables à un seul volet sont à la charge de ce volet.

Chapitre 13 - Modification du régime

13.1. Pouvoir de modifier le régime

Sous réserve des ***Lois applicables***, les dispositions du ***Régime*** peuvent être modifiées lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° le ***Ministre*** a autorisé la modification, après avoir consulté l'*Association québécoise des centres de la petite enfance* et l'*Association* des *garderies privées du Québec*;

2° la *Fédération de la santé et des services sociaux (CSN)* et la *Centrale des syndicats du Québec* ont conjointement approuvé la modification.

L'approbation visée au paragraphe 2° du premier alinéa est obtenue par consensus entre les deux associations accréditées de travailleurs visées à ce paragraphe. À défaut d'un tel consensus, l'approbation ou non de la modification sera obtenue à la suite d'un vote pris par ces deux associations. Aux fins de ce vote, chacune de ces associations se voit accorder un vote par tranche complète de 500 ***Participants actifs*** qu'elles représentaient à la date de fin du dernier ***Exercice financier*** du ***Régime***. Tout accord, consentement, convention ou décision des associations accréditées de travailleurs visées au paragraphe 2° du premier alinéa auquel réfère toute autre disposition du présent ***Régime*** ne peut être obtenu que conformément au présent alinéa.

Lorsqu'une modification au ***Régime*** intervient en application du premier alinéa ou qu'une loi ou un règlement applicable au ***Régime*** impose la modification de celui-ci, le ***Comité*** fait préparer un projet de modification pour rendre les dispositions du ***Régime*** conformes à la décision prise, à la loi ou au règlement et le soumet aux personnes, associations et organismes visés au premier alinéa pour autorisation et approbation.

13.2. Modification réductrice

Malgré l'article 13.1, et sous réserve des exceptions prévues par la ***Loi RCR***, aucune modification du ***Régime*** qui supprime des remboursements ou prestations, en limite l'admissibilité ou réduit le montant ou la ***Valeur des droits*** des ***Participants*** ou ***Bénéficiaires*** ne peut prendre effet avant l'envoi de l'avis écrit aux ***Participants*** prévu au premier alinéa de l'article 9.4.6 ou, dans le cas d'une modification établie par convention collective, avant la date de prise d'effet de la convention.

Chapitre 13 - Modification du régime

Une telle modification ne peut porter que sur les services effectués après la date où elle a pris effet, à moins que cela ne soit requis pour que le ***Régime*** demeure un régime de pension agréé au sens des lois fiscales ou que les ***Participants*** ou ***Bénéficiaires*** visés y consentent et que ***Retraite Québec*** l'autorise. Cependant, aucune modification d'un régime de retraite ne peut réduire une prestation dont le service a débuté avant la date de prise d'effet de cette modification.

13.3. Avis et enregistrement

Le ***Comité*** doit informer ***Retraite Québec*** de toute scission ou fusion effective ou projetée du ***Régime***, dès qu'il en est informé.

Lorsque le ***Comité*** projette de demander l'enregistrement auprès de ***Retraite Québec*** d'une modification, il doit en aviser les ***Participants*** conformément à l'article 9.4.6.

Le ***Comité*** doit présenter à ***Retraite Québec*** et à l'***Agence du revenu du Canada*** une demande d'enregistrement, d'autorisation ou d'approbation, selon le cas, de toute modification du ***Régime***.

13.4. Recommandation

Le ***Comité*** peut recommander aux personnes et organismes habiletés à le faire, de modifier les dispositions du ***Régime***, notamment pour faciliter l'administration du ***Régime*** ou en clarifier l'interprétation.

Chapitre 14 - Terminaison du régime

14.1. Pouvoir de terminer le régime

À la condition d'avoir obtenu les consentements que la ***Loi RCR*** peut requérir, les personnes et organismes qui peuvent, aux termes du premier alinéa de l'article 13.1, modifier le ***Régime***, peuvent également convenir de le terminer en tout temps au moyen d'un avis écrit de terminaison transmis au ***Comité*** et, le cas échéant, à l'assureur qui garantit des prestations. Cet avis doit contenir les renseignements prévus, le cas échéant, par la ***Loi RCR*** ainsi que ceux prévus par toute autre loi ou tout règlement ou décret applicable au ***Régime***.

14.2. Attribution de l'excédent d'actif relatif au Volet antérieur à la terminaison

Le rapport de terminaison doit notamment établir la valeur du ***Compte patronal*** et celle du ***Compte des participants*** à la date de terminaison selon les principes prévus au chapitre 10, en faisant les adaptations nécessaires s'il y a lieu.

Si le ***Régime*** a un excédent d'actif relatif au ***Volet antérieur*** à la date de terminaison ou qu'un tel excédent se développe par la suite, cet excédent est utilisé de la façon suivante :

1° pour répartir entre les ***Employeurs***, auxquels se rapportaient un ou plusieurs ***Participants actifs*** au jour qui précède la date de terminaison, la partie de l'excédent d'actif relatif au ***Volet antérieur*** correspondant au ***Compte patronal***. La part de chaque ***Employeur*** est établie proportionnellement à la somme de la ***Valeur des droits*** à la date de terminaison des ***Participants actifs*** se rapportant à lui et de celle des ***Participants non actifs*** dont la participation active a pris fin alors qu'ils étaient à son service;

2° pour répartir au prorata de la ***Valeur des droits*** des ***Participants*** et ***Bénéficiaires***, incluant les personnes dont les droits ont été acquittés dans la période de 3 ans qui précède la date de terminaison du ***Régime***, la partie de l'excédent d'actif relatif au ***Volet antérieur*** correspondant au ***Compte des participants***.

Chapitre 14 - Terminaison du régime

14.3. Attribution de l'excédent d'actif relatif au Volet courant à la terminaison

Le rapport de terminaison doit notamment établir la valeur du ***Compte patronal du Volet courant*** à la date de terminaison.

Si le ***Régime*** a un excédent d'actif relatif au ***Volet courant*** à la date de terminaison ou qu'un tel excédent se développe par la suite, cet excédent est utilisé aux fins et dans l'ordre suivants :

1° pour rembourser aux ***Employeurs***, le cas échéant, le solde du ***Compte patronal du Volet courant*** établi à l'article 11.2.1;

2° pour répartir à parts égales entre les ***Participants*** et les ***Employeurs***. Les parties visées à l'article 13.1 peuvent convenir d'une utilisation de l'excédent d'actif relatif au ***Volet courant*** autre que celle décrite au présent paragraphe. Dans tous les cas, l'utilisation de cet excédent est sujette aux ***Lois applicables*** et aux limites prévues à la ***Loi de l'impôt***.

14.4. Processus de liquidation

À compter de la réception de l'avis visé à l'article 14.1, le ***Comité*** doit voir à la liquidation du ***Régime*** en suivant à cette fin le processus prévu par la ***Loi RCR*** et, le cas échéant, par toute autre loi ou tout règlement ou décret applicable au ***Régime***.

14.5. Retrait d'un employeur

Un ***Employeur*** visé au paragraphe 1° de l'article 2.7 ne peut mettre fin à sa participation au ***Régime*** sauf lorsqu'il n'y est plus assujetti en vertu de la *Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance*, fait faillite ou devient insolvable au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* [Lois révisées du Canada (1985), chapitre B-3]. Dans un tel cas, aucune modification du ***Régime*** n'est requise.

Advenant qu'un ***Employeur*** visé au paragraphe 2° de l'article 2.7 cesse ses activités, fasse faillite ou devienne insolvable au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, le ***Comité*** doit, après avoir obtenu l'autorisation du ***Ministre***, procéder à une modification du ***Régime*** afin de radier le nom de cet ***Employeur*** figurant dans la section 2 de l'annexe 1.

Chapitre 14 - Terminaison du régime

Pour tous les cas non visés aux premier et deuxième alinéas, le retrait d'un ***Employeur*** doit, sous réserve de l'autorisation et des modalités énoncées par les parties visées à l'article 13.1, faire l'objet d'une modification au ***Régime*** afin de retirer ou d'ajouter le nom de cet ***Employeur*** figurant dans la section 1 ou 2, selon le cas, de l'annexe 1.

Conformément à la section I du *Règlement sur la soustraction de certains régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, la section I du chapitre XIII de la ***Loi RCR*** concernant le retrait d'un employeur partie à un régime interentreprises ne s'applique pas au présent ***Régime***, même dans les cas visés aux premier et deuxième alinéas.

Chapitre 15 -Dispositions diverses et transitoires

SECTION I :
RECONNAISSANCE DE SERVICES PASSÉS

15.1.1. Participants visés

Les ***Participants*** suivants sont visés par la présente section :

1° celui dont la participation au ***Régime*** a débuté entre le 31 mars 2003 et le 1er mai 2003 à la condition qu'il ait été au service d'un ***Employeur*** visé au paragraphe 1° de l'article 2.7 au cours de cette période;

2° l'***Employé*** au service d'un ***Employeur*** visé au paragraphe 1° de l'article 2.7 qui adhère au ***Régime*** au 1er avril 2003 en application du quatrième alinéa de l'article 3.1, et qui est également visé par la section IV du chapitre 4 en raison de son ***Absence*** du travail à cette date;

3° l'***Employé*** âgé de plus de 65 ans qui, au 1er avril 2003, est au service d'un ***Employeur*** visé au paragraphe 1° de l'article 2.7, même si, en application des articles 3.1 à 3.5 et 4.3.1 à 4.3.4, il n'a droit à aucuns ***Services validés*** à l'égard de la période de travail postérieure au 31 mars 2003.

15.1.2. Modalités

La ***Rente normale pour services passés*** prévue à l'article 15.1.6 à laquelle un ***Participant*** visé à l'article 15.1.1 a droit s'ajoute à celle à laquelle il a droit, le cas échéant, en application de l'article 6.1.7. Les droits qui en sont dérivés sont déterminés selon les mêmes modalités que celles applicables aux prestations prévues aux chapitres 6 à 8 pour la période postérieure au 31 mars 2003, à l'exception de l'indexation de la ***Rente différée*** prévue au troisième alinéa de l'article 6.1.11, laquelle ne s'applique pas.

Chapitre 15 -Dispositions diverses et transitoires

15.1.4. Nombre d'heures de services passés

Pour un ***Participant*** visé à l'article 15.1.1, le ***Nombre d'heures de services passés*** au 1er avril 2003 correspond au nombre d'heures travaillées pour lesquelles il a démontré, à la satisfaction du ***Comité*** et au plus tard le 31 mars 2004, avoir reçu une rémunération admissible au sens de l'article 4.1.1, au cours de toute période antérieure au 1er avril 2003, quant à l'exécution d'un travail pour :

1° un ***Employeur*** visé au paragraphe 1° de l'article 2.7 et qui était partie au ***Régime*** au 1er avril 2003;

2° tout autre employeur ayant été, avant le 1er avril 2003, titulaire d'un permis de centre de la petite enfance ou de garderie délivré en vertu de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* ou d'un permis de garderie lorsque cette loi s'intitulait *Loi sur les services de garde à l'enfance* [L.R.Q., chapitre S-4.1].

Le ***Participant*** doit également, dans le délai prévu au premier alinéa et à la satisfaction du ***Comité***, faire la preuve de la date de son embauche initiale par un employeur visé à cet alinéa.

Une période d'***Absence*** antérieure au 1er avril 2003 pendant laquelle le ***Participant*** aurait eu le droit de cotiser au ***Régime*** si ce dernier avait été en vigueur doit, aux mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa, être incluse dans les heures de travail visées à celui-ci.

15.1.5. Nombre d'années de services passés validés

Le ***Nombre d'années de services passés validés*** au 1er avril 2003 d'un ***Participant*** visé à l'article 15.1.1 s'obtient en effectuant, dans l'ordre, les opérations suivantes :

1° en divisant le ***Nombre d'heures de services passés*** visé au premier alinéa de l'article 15.1.3 par 1 664 et en arrondissant le résultat à l'entier inférieur;

2° en calculant le nombre d'années écoulées entre la date visée au deuxième alinéa de l'article 15.1.3 — ou la date la plus ancienne s'il en existe plusieurs — et le 1er avril 2003, et en arrondissant le résultat à l'entier inférieur;

3° en retenant, à titre de ***Nombre d'années de services passés validés***, le moindre entre :

a) 10;

b) le résultat visé au paragraphe 1°;

c) le résultat visé au paragraphe 2°.

15.1.6. Rente normale pour services passés

Le ***Participant*** visé à l'article 15.1.1 qui cesse d'être actif à l'***Âge normal de la retraite*** et qui prend sa retraite a droit, sur demande transmise au ***Comité***, à une ***Rente normale pour services passés*** dont le service débute à la date visée à la définition de ***Âge normal de la retraite*** prévue au Chapitre 1, et dont le montant annuel est égal au produit de ***A*** par ***B*** où :

A est égal à 76,50 $ et

B est égal au ***Nombre d'années de services passés validés*** du ***Participant***.

Le troisième alinéa de l'article 6.1.14 ne s'applique pas à la ***Rente normale pour services passés*** à laquelle a droit un ***Participant*** visé au paragraphe 3° de l'article 15.1.1. Un tel ***Participant*** ne reçoit cette rente qu'à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il a transmis la demande visée au premier alinéa; il n'a droit à aucune rétroactivité de rente pour la période antérieure, même dans le cas où il est visé par le deuxième alinéa de l'article 6.1.14.

La ***Rente normale pour services passés*** est réputée attribuée en premier lieu à une période de services effectués avant le 1er janvier 2001.

Chapitre 15 -Dispositions diverses et transitoires

SECTION II :
DISPOSITIONS DIVERSES

15.2.1. Désignation de bénéficiaire

La désignation du ***Bénéficiaire*** d'une prestation de décès prévue au ***Régime*** ou par la ***Loi RCR*** et sa révocation sont régies par les articles 2445 à 2459 du *Code civil du Québec*, compte tenu des adaptations nécessaires. En outre, la désignation d'un ***Bénéficiaire*** autre que le ***Conjoint*** marié ou uni civilement au ***Participant*** est révocable, à moins de stipulation contraire. Toutefois, la désignation par le ***Participant*** de son ***Conjoint*** marié ou uni civilement à titre de ***Bénéficiaire*** est irrévocable, à moins de stipulation contraire.

Sous réserve du premier alinéa, un ***Participant*** peut, au moyen d'un avis écrit transmis au ***Comité*** ou par testament, nommer ou révoquer tout ***Bénéficiaire*** de la prestation de décès prévue par le ***Régime***. Par souci de clarté, une seule désignation s'applique aux fins du ***Régime***. Ainsi, en cas de plus d'une désignation de ***Bénéficiaire*** d'un ***Participant***, la dernière désignation valide au sens des ***Lois applicables*** s'applique et prévaut à l'égard de toutes les périodes de ***Participation active*** acquises, qu'elles soient antérieures ou postérieures à la date où cette désignation a été effectuée, le cas échéant.

Le divorce ou la nullité du mariage et la dissolution ou la nullité d'une union civile rendent caduque toute désignation du ***Conjoint*** à titre de ***Bénéficiaire***.

15.2.2. Consentement lors d'un remboursement ou d'un transfert de droits

Le remboursement ou le transfert des droits au ***Participant*** en vertu des dispositions du ***Régime*** n'est pas sujet à l'obtention du consentement ni du ***Conjoint*** ni du ***Bénéficiaire***, s'il en est.

15.2.3. Incessibilité et insaisissabilité

L'incessibilité et l'insaisissabilité de toute somme qui doit être versée à la ***Caisse de retraite*** et de toute somme qui en fait partie ou qui provient, selon le cas, d'un ***Participant*** ou d'un ***Bénéficiaire*** sont déterminées par le *Code civil du Québec*, le *Code de procédure civile* (L.R.Q., chapitre C-25.01) et la ***Loi RCR***.

Chapitre 15 -Dispositions diverses et transitoires

15.2.4. Défaut de faire valoir ses droits

Sous réserve de l'application de toute loi à l'effet contraire, le défaut de faire valoir ses droits dans les délais prescrits par les dispositions du ***Régime*** — notamment celui du ***Participant*** de cotiser durant les ***Absences*** et celui du ***Participant*** de transmettre sa demande pour obtenir le service de sa rente dans le délai prévu à l'article 6.1.2, sous réserve de l'exception prévue à cet article — prive leur titulaire du droit de les réclamer.

Malgré le premier alinéa, le ***Participant*** n'est privé du droit accordé par l'article 15.1.3 qu'à compter de l'expiration d'un délai de 25 jours suivant le jour de la publication d'un avis par le ***Comité*** dans un quotidien distribué au Québec informant les ***Participants*** visés à l'article 15.1.1 du droit conféré par l'article 15.1.3 et les invitant à signifier par écrit au ***Comité***, à l'intérieur de ce délai, qu'ils n'ont pas été informés par leur ***Employeur*** de ce droit avant le 1er avril 2004 et qu'ils désirent s'en prévaloir.

Par ailleurs et par souci de clarté, les ***Employeurs*** visés au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 2.7 qui n'ont pas exercé leur option d'adhérer au ***Régime*** entre le 1er avril 2003 et le 1er juillet 2003 sont privés d'exercer cette option par la suite.

De plus, aux termes de la *Loi sur les biens non réclamés*, sont considérés comme non réclamés, si leur propriétaire ou autre ayant droit est domicilié au Québec, les sommes payables en vertu du présent ***Régime***, lorsque ces sommes n'ont fait l'objet, de la part de l'ayant droit, d'aucune réclamation, opération ou instruction quant à leur utilisation dans les trois ans qui suivent la date de leur exigibilité. Ces sommes sont présumées exigibles au plus tard à la fin de l'année au cours de laquelle le ***Participant*** atteint l'âge de 71 ans.

Les frais encourus par le ***Comité*** ou le ***Bureau de la retraite*** pour retrouver les propriétaires ou autre ayant droit de sommes payables au titre du ***Régime*** peuvent être déduits de ces sommes au moment de leur acquittement à ceux-ci ou de leur transfert à Revenu Québec, selon le cas.

Les frais encourus par le ***Comité*** ou le ***Bureau de la retraite*** relativement à la consignation de biens lorsqu'un ***Participant non actif*** néglige d'encaisser la ***Valeur de ses droits*** qui est acquittée en vertu de l'article 7.2.4, peuvent être déduits de la somme qui lui sera versée au moment de son acquittement ou de la somme consignée en son nom auprès du Bureau général de dépôts pour le Québec, selon le cas.

Chapitre 15 -Dispositions diverses et transitoires

15.2.5. Hypothèses actuarielles

Les ***Hypothèses actuarielles*** retenues aux fins de l'évaluation actuarielle selon l'approche de capitalisation du ***Régime*** et qui sont divulguées dans le plus récent rapport transmis à ***Retraite Québec*** doivent être utilisées aux fins de l'application des articles 6.1.10, 6.1.13, 6.3.2, 6.3.3, 6.4.1 et 6.4.4 et du troisième alinéa de l'article 8.5.

Les ***Hypothèses actuarielles*** prévues à la section VIII.1 du *Règlement sur les régimes complémentaires de retraite* [R-15.1, r.1] doivent être utilisées aux fins de l'application des articles 6.1.15 à 6.1.17, 6.4.2 et 7.1.1 et du deuxième alinéa de l'article 8.5.

15.2.6. Services validés entre le 31 mars 2003 et le 1er janvier 2004

Malgré le deuxième alinéa de l'article 4.3.1, lorsque l'***Employé*** compte, au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2003, un nombre d'***Heures rémunérées*** inférieur à celui prévu à l'élément ***B*** ci-dessous, les ***Services validés*** relatifs à cet exercice correspondent au ratio que représente ***A*** sur ***B*** où :

A est le nombre d'***Heures rémunérées*** au cours de cette période, établi en fonction de son salaire horaire de base, tel que déterminé par son ***Employeur***; et

B correspond à 1 248 heures.

L'ensemble des ***Services validés*** d'un ***Participant*** ne peut excéder 0,750 année pour la période visée au premier alinéa.

Les articles 4.3.2 à 4.3.4 s'appliquent avec les adaptations nécessaires compte tenu des éléments ***A*** et ***B*** visés au premier alinéa.

En outre, malgré l'article 4.1.1, le ***Salaire admissible*** et le ***Salaire admissible annualisé*** d'un ***Participant*** pour l'***Exercice financier*** se terminant le 31 décembre 2003 sont limités à 43 160 $ pour l'ensemble des fonctions qu'il a occupées au cours de cet exercice auprès des ***Employeurs*** parties au présent ***Régime***.

15.2.7. Employé absent avant le 1er novembre 2003

Un ***Employé*** qui, en application du quatrième alinéa de l'article 3.1 adhère au ***Régime*** au 1er avril 2003 mais qui en raison de son absence du travail à cette date, est également visé par les articles 4.4.2 ou 4.4.3, ainsi qu'un

Chapitre 15 -Dispositions diverses et transitoires

Participant qui est absent à toute date comprise entre le 1er avril 2003 et le 1er novembre 2003 et qui est visé par l'un de ces articles, disposent, malgré les dispositions de ceux-ci, d'un délai se terminant le 30 novembre 2003 pour transmettre à leur ***Employeur*** une demande visant à cotiser au ***Régime*** pendant la durée de cette absence.

En outre, malgré les articles 4.4.2 à 4.4.3, un ***Participant*** visé au premier alinéa peut choisir de commencer à cotiser au ***Régime***, aux seules fins de ces articles, à compter de toute date qui coïncide ou qui est subséquente à celle du début de sa période d'absence et qui est comprise entre le 31 mars 2003 et le 2 novembre 2003. Toute cotisation requise du ***Participant*** aux termes de ces articles à l'égard de la période d'absence antérieure au 1er novembre 2003 doit, pour que la période concernée soit comptée aux fins des ***Services validés***, être payée par celui-ci à son ***Employeur*** au plus tard le 31 décembre 2003.

En outre, le ***Salaire admissible*** d'un ***Participant*** qui, en raison de son absence du travail en avril 2003, est également visé, à l'occasion de cette absence, par les articles 4.4.2 ou 4.4.3, est établi conformément à l'article 4.4.4. Toutefois, lorsque, avant le début de son absence, ce ***Participant*** avait un horaire de travail irrégulier, son horaire de travail est, aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 4.4.4, réputé être fondé sur la moyenne hebdomadaire des heures qu'il a travaillées — jusqu'à concurrence d'un maximum de 40 heures par semaine — au cours de la période de 20 semaines se terminant à la fin de la semaine précédant celle au cours de laquelle le congé ou l'absence a débuté.

Aux fins de mesurer la période résiduelle maximale pendant laquelle un ***Participant*** visé au premier alinéa peut cotiser au ***Régime*** durant un congé ou une absence en application de la section IV du chapitre 4, la durée du congé ou de l'absence de l'***Employé*** jusqu'au 31 mars 2003 doit être retranchée de la période maximale prévue le cas échéant à la section IV du chapitre 4.

15.2.8. Demande de rente transmise avant le 1er août 2005

La limite de 90 jours prévue au deuxième alinéa de l'article 6.1.2 ne s'applique pas lorsque la demande de service d'une rente est reçue par le ***Comité*** avant le 1er août 2005.

Chapitre 15 -Dispositions diverses et transitoires

15.2.9. Fin de la participation active avant le 1er janvier 2012

Le ***Participant*** cesse d'être actif à la date établie par l'article 3.4, dans sa version antérieure au 1er janvier 2012 (alors article 3.3), lorsque sa ***Période de travail continu*** s'est terminée avant le 1er janvier 2010.

Le ***Participant*** actif le 30 décembre 2011, dont la ***Période de travail continu*** s'est terminée après le 30 décembre 2011, cesse d'être actif le 31 décembre 2011.

15.2.10. Nouvel employeur

Tout ***Employeur*** visé au paragraphe 1° de l'article 2.7 qui n'était pas titulaire d'un permis en date du 1er avril 2003 adhère au ***Régime*** à compter de la date où le ***Ministre*** lui délivre un tel permis.

15.2.11. Loi sur les normes du travail

Les nouveaux droits visés à l'article 4.4.2 accordés aux ***Participants*** avec effet le 1er mai 2003 à la suite de l'adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives* [2002, chapitre 80] sont, aux seules fins du présent ***Régime***, pris en compte comme s'ils s'appliquaient au 1er avril 2003.

15.2.12. Prise d'effet des dispositions du Régime

Sauf indication contraire, les dispositions du ***Régime*** prennent effet le 1er janvier 2021 et s'appliquent aux ***Participants*** dont les ***Services validés*** cessent après le 31 décembre 2020. Sauf indication contraire, les droits du ***Participant*** dont les ***Services validés*** ont cessé avant le 1er janvier 2021 sont déterminés conformément aux dispositions du ***Régime*** en vigueur au moment de la fin du service.

Annexe 1 – Exclusion ou participation de certains employeurs et employés

Section 1 : Employeurs exclus de la participation au régime

En application du droit prévu à l'article 2 de la *Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance*, les personnes morales suivantes n'adhèrent pas au présent ***Régime*** et il en va de même pour leur personnel mais seulement dans le cadre de leurs fonctions auprès desdites personnes morales :

1° le « *Centre Enfance et Famille Step by Step* » titulaire du permis portant le numéro 30004936;

2° le « *Centre de la petite enfance Takinagan* » titulaire du permis portant le numéro 30002220;

3° la « *Garderie Wazoson* » titulaire du permis portant le numéro 30007347.

En outre, ***l'Employé*** qui participe au *Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics* ou au *Régime de retraite du personnel d'encadrement* dans le cadre de ses fonctions auprès d'une des personnes morales suivantes n'adhère pas au présent ***Régime***, mais seulement à l'égard de ces fonctions :

1° la garderie « *Le petit baluchon* » titulaire du permis portant le numéro 52519006;

2° la garderie « *La fourmilière* » titulaire du permis portant le numéro 52519014;

3° la garderie « *La sauterelle* » titulaire du permis portant le numéro 52519022;

4° la garderie « *Les moussaillons* » titulaire du permis portant le numéro 52850112;

5° la garderie « *La garderie Bonheur d'occasion* » titulaire du permis portant le numéro 53651873;

6° la garderie « *La gard'école* » titulaire du permis portant le numéro 54892666;

7° la garderie « *La Balancelle* » titulaire du permis portant le numéro 30001056;

8° le « *Centre de la petite enfance des belles-rivières Inc.* » titulaire du permis portant le numéro 30002186;

9° le centre de la petite enfance « *Les enfants de Lester B.* » titulaire du permis portant le numéro 30002268.

Annexe 1 – Exclusion ou participation de certains employeurs et employés

Section 2 : Employeurs participant au régime

En plus des personnes morales tenues d'adhérer au présent ***Régime*** en application de l'article 2 de la *Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance*, les personnes morales suivantes y adhèrent à compter de la date indiquée :

1° l'*Association québécoise des centres de la petite enfance* à compter du 1er avril 2003;

2° l'*Association* des *garderies privées du Québec* à compter du 1er juillet 2003;

3° le *Regroupement des services de garde régis Bas-Saint-Laurent / Gaspésie – les Îles* à compter du 1er avril 2003;

4° le *Regroupement des centres de la petite enfance des Cantons de l'Est* à compter du 1er avril 2003;

5° le *Regroupement des centres de la petite enfance Côte-Nord* à compter du 1er avril 2003;

6° le *Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie* à compter du 1er avril 2003;

7° le *Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal* à compter du 1er avril 2003;

8° le *Regroupement des Centres de la petite enfance des régions de Québec et Chaudière-Appalaches inc.* à compter du 1er avril 2003;

9° le *Regroupement des centres de la petite enfance des régions 04-17* à compter du 1er juillet 2003;

10° l'*Association des cadres des centres de la petite enfance* à compter du 1er mai 2020.

Annexe 2 – Adoption du règlement du régime

J'accepte les dispositions du présent règlement modifiant le *Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec*.



Sonia Éthier, Présidente

Aux fins de l'approbation de la
Centrale des syndicats du Québec



Lucie Longchamps, Vice-présidente

Aux fins de l'approbation de la
Fédération de la santé et des services sociaux (CSN)



Danielle Dubé, Sous-ministre adjointe au soutien à la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance

Aux fins de l'approbation du
ministre de la Famille

NOTES

NOTES